



SERIE VALEURS, EDUCATION, CULTURE

Changer de regard

*Propositions des femmes pour
une société plus juste et plus solidaire*

CAHIERS DE PROPOSITIONS POUR LE XXI^{ÈME} SIÈCLE - EDITIONS CHARLES LÉOPOLD MYER

Les cahiers de propositions pour le XXI^e siècle

Les cahiers de propositions forment une collection de petits livres regroupant, dans chacun des domaines déterminants pour notre avenir, les propositions qui auront semblé les plus pertinentes pour mettre en œuvre dans nos sociétés les ruptures et les évolutions nécessaires à la construction d'un XXI^e siècle plus juste et plus soutenable. Leur objectif est de stimuler un débat sur ces questions aussi bien au niveau local qu'au niveau mondial.

Les grandes mutations que l'on regroupe sous le terme de "mondialisation" constituent, en elles-mêmes, autant de chances de progrès que de risques de voir s'accroître les inégalités sociales et les déséquilibres écologiques. L'essentiel est de ne pas laisser les grands acteurs politiques et économiques conduire seuls ces mutations. Trop prisonniers de leurs propres logiques de court terme, ils ne pourront que nous mener à une crise mondiale permanente, devenue manifeste depuis les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis.

C'est pourquoi l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire [voir annexe] a lancé l'idée, au cours des années 2000 et 2001, d'un processus de collecte et d'identification de propositions émanant de différents mouvements et organisations, de différents acteurs de la société, de différentes régions du monde. Ce travail s'est déroulé au moyen de forums électroniques, et a été ponctué par une série d'ateliers ou de rencontres au niveau international, qui ont abouti la présentation, à l'occasion de l'Assemblée Mondiale des Citoyens tenue à Lille (France) en décembre 2001, d'une soixantaine de textes de propositions.

Ce sont ces textes, éventuellement complétés et mis à jour, qui sont maintenant publiés par un réseau d'éditeurs associatifs et institutionnels en 6 langues (anglais, espagnol, portugais, français, arabe et chinois) et dans 7 pays (Pérou, Brésil, Zimbabwe, France, Liban, Inde, Chine). Ces éditeurs travaillent ensemble pour les adapter aux différents contextes culturels et géopolitiques, afin que les cahiers de propositions suscitent dans chacune de ces régions du monde un débat le plus large possible, et qu'ils touchent les publics auxquels ils ont destinés, que ce soit les décideurs, les journalistes, les jeunes ou les mouvements sociaux.

Présentation du cahier « Changer de regard »

L'avènement des femmes dans la sphère publique a constitué un tournant majeur dans leur histoire. Elles ont par cet acte exprimé leur refus de la division privé/public construction sociale purement patriarcale associant, sur la base d'une vision biologisante, les femmes à la sphère privée et les hommes à la sphère publique. Ce passage a bousculé les représentations dominantes et soulevé des contradictions inhérentes à l'organisation de l'ordre social.

Les femmes ont entrepris une double démarche qui est celle de se penser en tant que sujets et de penser la société avec le regard critique que peut leur donner leur condition d'opprimées. Elles n'ont eu cesse de l'exprimer et de proposer des transformations mais leur voix est restée en périphérie des débats de fond. A la question : *"Que proposent les femmes ?"*, il serait plus pertinent d'en substituer /ajouter une autre : *"Pourquoi une moitié de l'Humanité reste-t-elle sourde à l'autre moitié ?"*

Est-ce en raison d'une peur de la perte du pouvoir et de la légitimité et des bénéfices que celui ci amène ? ou bien une crainte du changement, d'une remise en question de trop profonde ? Les femmes prônent en effet un questionnement profond des valeurs dominantes du système patriarcal en dénonçant sa responsabilité quant à l'exclusion d'une grande partie de l'Humanité, la domination des plus forts et la destruction de la planète.

Loin de se satisfaire de changements qui ne profitent qu'à quelques uns, elles appellent à une transformation radicale des rapports des individu-e-s entre eux et des individue-s à leur environnement.



Changer de regard

*Propositions des femmes pour une société
plus juste et plus solidaire*

Cahier coordonné par Nadia Aissaoui (AREA-ED)
et Caroline Brac de la Perrière (New Ways), Cécile Sabourin
et Josée Belleau (Pôle de socio-économie solidaire)



Sommaire

Première partie Le regard des femmes.....	9
<i>Mouvement(s) des femmes au Nord et au Sud.....</i>	9
<i>Entendre les propositions des femmes.....</i>	13
<i>Principes communs.....</i>	14
Remplacer la culture de guerre par une culture de paix.....	16
Pour une éducation non discriminatoire.....	27
Déconstruire les représentations médiatiques dominantes.....	29
Pour que la religion cesse d'être un instrument d'oppression supplémentaire.....	34
Gouvernance : pour une gestion collective de la vie.....	36
Vers un nouveau modèle économique (7).....	42
Pour de nouvelles pratiques scientifiques.....	49
L'intégration dans la biosphère.....	52
Seconde partie Femmes et économie.....	56
Constats et diagnostic.....	56
<i>La position spécifique des femmes dans la société.....</i>	56
<i>Des conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales.....</i>	58
Visions et nouveau paradigme.....	58
<i>Les synergies entre les thèmes de travail du Pôle de socio-économie solidaire.....</i>	60
Initiatives et innovations.....	61
<i>Les buts visés.....</i>	61
<i>a) Les initiatives, réponses à des besoins variés.....</i>	62
<i>b) Conditions pour l'émergence des initiatives.....</i>	62
<i>c) Innovations au cœur de ces initiatives.....</i>	63
Propositions.....	64
Stratégies et actrices/acteurs.....	69
<i>Proposition 1 : Déconstruire les mythes.....</i>	70
<i>Proposition 2 : Reconceptualiser les concepts économiques de base.....</i>	70
<i>Proposition 3 : Concevoir des indicateurs adaptés.....</i>	71
<i>Proposition 4 : Contribuer à mettre en relations et à consolider les réseaux existants.....</i>	72
<i>Proposition 5 : Revendiquer la créativité et de la diversité des initiatives économiques.....</i>	72
<i>Proposition 6 : Développer des pratiques politiques.....</i>	73
Notes.....	74
Bibliographie.....	76
Crédits.....	79
L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire.....	81
Les cahiers de propositions sur internet.....	83
Les éditeurs partenaires.....	85



Première partie

Le regard des femmes

Poser la question "Quelles propositions font les femmes pour le XXI^e siècle ?" équivaut à demander "Quelles propositions font plus de la moitié de l'humanité, c'est-à-dire trois milliards d'individues ?". Nous n'aurions sans doute alors pas assez de trois milliards de pages pour en faire l'inventaire, même s'il est possible – mais pas certain – que les femmes n'aient pas toutes des propositions pour un monde responsable et solidaire.

Les femmes, en tant que catégorie sociale "construite" pour assurer la domination de l'ordre patriarcal, partagent une condition commune, dans laquelle elles évoluent différemment en fonction des contextes économiques dans lesquels elles se trouvent, de leurs possibilités ou de leurs stratégies de survie. Certaines, comme beaucoup d'opprimés, continuent à vivre selon l'ordre établi sans avoir la capacité ou l'audace, tant le carcan est lourd, d'imaginer autre chose. D'autres peuvent être conscientes de l'injustice et l'irresponsabilité du monde, mais continuent à les subir, espérant éviter ainsi un durcissement de leur condition déjà trop difficile. Mais nombreuses sont celles qui aimeraient changer les cours des choses et rêvent d'un monde responsable et solidaire. Parmi elles, certaines ne font que rêver, pour leurs filles, d'un autre monde, mais les autres, heureusement, trouvent la force et le courage d'avancer dans la construction de ce monde rêvé, en œuvrant pour des changements à tous les niveaux de la société. Et, très lentement, grâce à leur persévérance, des changements se mettent en place : des espaces de vie et de respect s'ouvrent timidement, d'autres rapports sociaux se développent.

Ce sont leurs propositions que nous avons tenté de répertorier dans ce texte. Outre que cet inventaire ne saurait évidemment prétendre à l'exhaustivité, l'exercice recèle sans doute le risque d'être réducteur et appauvrissant par rapport au bouillonnement d'idées et d'initiatives qui sont les leurs. Les propositions que nous rapportons ont été discutées collectivement. Nous pouvons dire qu'elles sont le fruit d'au moins trente ans de mouvement des femmes. Elles reprennent en effet des analyses de sources diverses, des expériences et des réflexions du monde entier. Elles ont été mises en forme à la suite de discussions par voie électronique, de plusieurs rencontres internationales de femmes, engagées individuellement ou collectivement pour un changement dans les rapports sociaux de sexes.

Mouvement(s) des femmes au Nord et au Sud

Depuis plus de trente ans, dans le monde entier, les femmes s'organisent contre leur oppression en tant que groupe social. Une convergence de facteurs (tels que la facilitation de la communication, un accès plus rapide à l'information, la remise en question de l'hégémonie du religieux et différentes tentatives, dans plusieurs pays du monde, pour créer les conditions d'une égalité véritable) a suscité au niveau international l'essor d'un mouvement de remise en cause de l'organisation sociale patriarcale en place depuis quelques millénaires. Cette remise en cause s'est accompagnée dès le départ de

propositions de changements visant à établir des rapports égaux entre les femmes et les hommes.

En fait, les femmes ont depuis toujours opposé des résistances à un ordre qui les excluait en tant que citoyennes et les soumettait en tant qu'individues de sexe féminin. Prenons, entre mille autres, l'exemple d'Olympe de Gouges qui, au moment de la Révolution française, en 1791, proposa une rédaction alternative de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, qu'elle intitula "Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne". Elle y ajoutait le mot "femme" après chaque mention du mot "homme" et remettait en question, dans certains cas, les postulats fondamentaux des principes et droits énoncés dans cette Déclaration pour y introduire le point de vue des femmes (voir Document 1). Sa proposition n'était pas celle d'une visionnaire, mais reflétait bien les préoccupations, besoins et aspirations des femmes de son temps (et, malheureusement, continue de refléter pour une bonne part celles des femmes de notre époque). Poursuivie pour ses écrits et ses idées égalitaires, Olympe de Gouges sera guillotinée en 1793.

Ces idées, si elles ont toujours existé, comme toutes celles qui en appellent à plus de justice sociale et plus d'égalité entre les êtres (elles reçurent d'ailleurs le renfort d'hommes comme Friedrich Engels, Tahar Hadad ou John Stuart Mill), se sont vraiment popularisées au moment de la grande révolution culturelle qui a touché de nombreuses régions du globe dans les années soixante. C'est sans doute à partir de ce moment que la remise en question de l'ordre patriarcal a pu toucher de façon simultanée et plus ou moins coordonnée une grande partie des pays du monde.

Document 1.

Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne

par Marie Gouze, dite Olympe de Gouges, 1791

Homme, es-tu capable d'être juste ? C'est une femme qui t'en fait la question ; tu ne lui ôteras pas du moins ce droit. Dis-moi ? Qui t'a donné le souverain empire d'opprimer mon sexe ? Ta force ? Tes talents ? Observe le créateur dans sa sagesse ; parcours la nature dans toute sa grandeur, dont tu sembles vouloir te rapprocher, et donne-moi, si tu l'oses, l'exemple de cet empire tyrannique. Remonte aux animaux, consulte les éléments, étudie les végétaux, jette enfin un coup d'œil sur toutes les modifications de la matière organisée ; et rends-toi à l'évidence quand je t'en offre les moyens ; cherche, fouille et distingue, si tu peux, les sexes dans l'administration de la nature. Partout tu les trouveras confondus, partout ils coopèrent avec un ensemble harmonieux à ce chef-d'œuvre immortel. L'homme seul s'est fagoté un principe de cette exception. Bizarre, aveugle, boursoufflé de sciences et dégénéré, dans ce siècle de lumières et de sagacité, dans l'ignorance la plus crasse, il veut commander en despote sur un sexe qui a reçu toutes les facultés intellectuelles ; il prétend jouir de la révolution, et réclamer ses droits à l'égalité, pour ne rien dire de plus.

Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne

Préambule

Les mères, les filles, les sœurs, représentantes de la nation, demandent d'être constituées en assemblée nationale. Considérant que l'ignorance, l'oubli ou le mépris des droits de la femme sont les seules causes des malheurs publics et de la corruption des gouvernements, ont résolu d'exposer dans une déclaration solennelle les droits naturels inaliénables et sacrés de la femme, afin que cette déclaration, constamment présente à tous les membres du corps social, leur rappelle sans cesse leurs devoirs, afin que les actes du pouvoir des femmes et ceux du pouvoir des hommes pouvant être à chaque instant comparés avec le but de toute institution politique, en soient plus respectés, afin que les réclamations des citoyennes, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la constitution, des bonnes mœurs, et au bonheur de tous.

En conséquence, le sexe supérieur en beauté comme en courage, dans les souffrances maternelles, reconnaît et déclare, en présence et sous les auspices de l'Être suprême, les Droits suivants de la Femme et de la Citoyenne.

1. La Femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.
2. Le but de toute association politique est la préservation des droits naturels et imprescriptibles de la Femme et de l'Homme : ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et surtout la résistance à l'oppression.
3. Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation, qui n'est que la réunion de la Femme et de l'Homme : nul corps, nul individu, ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.
4. La liberté et la justice consistent à rendre tout ce qui appartient à autrui ; ainsi l'exercice des droits naturels de la femme n'a de bornes que la tyrannie

perpétuelle que l'homme lui oppose ; ces bornes doivent être réformées par les lois de la nature et de la raison.

5. Les lois de la nature et de la raison défendent toutes actions nuisibles à la société : tout ce qui n'est pas défendu par ces lois, sages et divines, ne peut être empêché, et nul ne peut être contraint à faire ce qu'elles n'ordonnent pas.

6. La Loi doit être l'expression de la volonté générale ; toutes les Citoyennes et Citoyens doivent concourir personnellement ou par leurs représentants, à sa formation ; elle doit être la même pour tous : toutes les Citoyennes et tous les Citoyens, étant égaux à ses yeux, doivent être également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leurs capacités, et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents.

7. Nulle femme n'est exceptée ; elle est accusée, arrêtée, et détenue dans les cas déterminés par la Loi. Les femmes obéissent comme les hommes à cette Loi rigoureuse.

8. La Loi ne doit établir que des peines strictement et évidemment nécessaires, et nul ne peut être puni qu'en vertu d'une Loi établie et promulguée antérieurement au délit et légalement appliquée aux femmes.

9. Toute femme étant déclarée coupable ; toute rigueur est exercée par la Loi.

10. Nul ne doit être inquiété pour ses opinions mêmes fondamentales, la femme a le droit de monter sur l'échafaud ; elle doit avoir également celui de monter à la Tribune ; pourvu que ses manifestations ne troublent pas l'ordre public établi par la Loi.

11. La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de la femme, puisque cette liberté assure la légitimité des pères envers les enfants. Toute Citoyenne peut donc dire librement, je suis mère d'un enfant qui vous appartient, sans qu'un préjugé barbare la force à dissimuler la vérité ; sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la Loi.

12. La garantie des droits de la femme et de la Citoyenne nécessite une utilité majeure ; cette garantie doit être instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de celles à qui elle est confiée.

13. Pour l'entretien de la force publique, et pour les dépenses d'administration, les contributions de la femme et de l'homme sont égales ; elle a part à toutes les corvées, à toutes les tâches pénibles ; elle doit donc avoir de même part à la distribution des places, des emplois, des charges, des dignités et de l'industrie.

14. Les Citoyennes et Citoyens ont le droit de constater par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité de la contribution publique. Les Citoyennes ne peuvent y adhérer que par l'admission d'un partage égal, non seulement dans la fortune, mais encore dans l'administration publique, et de déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée de l'impôt.

15. La masse des femmes, coalisée pour la contribution à celle des hommes, a le droit de demander compte, à tout agent public, de son administration.

16. Toute société, dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a point de constitution ; la constitution est nulle, si la majorité des individus qui composent la Nation n'a pas coopéré à sa rédaction.

17. Les propriétés sont à tous les sexes réunis ou séparés ; elles ont pour chacun un droit lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

Source :

Olympe de Gouges, *Écrits politiques* (2 volumes), 1993, éditions Côté Femmes.

On entend souvent dire que les idées – et donc les propositions – qui touchent à la remise en question du système patriarcal et au féminisme sont des idées occidentales. En fait, dès que les femmes ont commencé à parler d'égalité, à refuser d'être exclues des prises de décision concernant la gestion de leur société, à revendiquer leur liberté de mouvement, d'expression, de vie sexuelle, elles ont été taxées d'extrémistes et de porteuses de discorde, et ce même par des promoteurs de la justice sociale. Dans les pays qui devaient leur indépendance à des mouvements de libération nationale (dont, faut-il le souligner, la notion de justice était bien l'un des moteurs), le qualificatif d'occidentalisées était tout trouvé pour jeter l'opprobre sur celles qui remettaient en question l'ordre en place.

Mais, depuis plus d'une dizaine d'années, ces entreprises de culpabilisation qui ont pu, au début, paralyser de nombreuses femmes, ne tiennent plus. D'autant que les femmes habitant les pays non occidentaux se sont mises à témoigner, par l'écriture et à travers leur pratique de terrain, d'un foisonnement de réflexions et d'expériences qui dépassent à présent celles issues des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord. Le forum des ONG, venu peser de tout son poids sur la Conférence internationale sur les droits des femmes de Beijing en 1995 (1), a donné pour la première fois une idée de l'ampleur et la richesse du mouvement des femmes au niveau international et de la puissance de son engagement pour un changement de société.

A présent, les réunions internationales de femmes offrent le spectacle étonnant de personnes venant de contextes très dissemblables et appartenant à des milieux culturels, sociaux et religieux très différents qui, ne se connaissant pas auparavant, se retrouvent sur les mêmes positions et s'entendent sur les mêmes propositions. Grâce aux nombreux réseaux travaillant sur la violence, la santé, les lois, la pauvreté, les ajustements structurels, la paix, la sexualité, etc., les préoccupations des femmes des pays occidentaux, plus centrées sur la défense et l'épanouissement de l'individu-e, et celles des femmes des pays non occidentaux, directement touchées par l'appauvrissement, la destruction des liens communautaires et de l'environnement, ont fini par converger pour se relier en un tout.

Entendre les propositions des femmes

Cependant, le fait que toutes les propositions faites par les femmes soient si peu connues, même au sein de mouvements œuvrant pour un monde meilleur, nous interpelle. Aussi la question qu'il nous semble important de poser en premier lieu est : Pourquoi reste-t-on sourd aux propositions que font les femmes ? Quel poids vaudra-t-on donner aux propositions faites par des femmes si elles le font en tant que groupe social ?

Il est important de comprendre les mécanismes en place à l'intérieur du système dans lequel nous évoluons tou-te-s. Les hommes, en tant que groupe, bénéficient de fait de l'oppression des femmes, ils en sont donc soit directement acteurs, soit complices. Les femmes, en tant que groupe, subissent la violence de cette oppression depuis si longtemps que leur conscience en est envahie. Tou-te-s doivent donc faire un effort : du côté des hommes, celui d'écouter et d'entendre ce que les femmes disent, de leur accorder le même poids qu'à chacun ; du côté des femmes, oser parler, oser

aller jusqu'au bout d'une pensée sans craindre l'indifférence polie ou l'exclusion.

Ainsi, ce cahier de propositions a été rédigé dans la perspective de la tenue d'une "Assemblée mondiale des Citoyens", organisée en décembre 2001 à Lille par l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et soutenue par la Fondation pour le progrès de l'Homme (voir la présentation de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire en annexe). Nous avons supposé que les femmes se tenaient derrière le mot "Citoyens" et derrière le mot "Homme", et la composition de cette assemblée l'a confirmé. Mais l'utilisation de la langue n'est pas anodine : quand une langue nie une partie de la population, c'est un moyen de domination sur cette population. L'occultation est, en soi, une forme d'oppression. Peut-on s'imaginer ici quelles difficultés il y a pour les femmes à formuler des propositions pour une assemblée à laquelle elles sont invitées à être invisibles? Si, pour reprendre le mot de Lacan cité par les membres féminines d'ATTAC dans leur déclaration d'août 2001 (2), "ce qui n'est pas nommé n'existe pas", alors elles n'étaient pas là. Pour qui veut changer l'état des choses, il y a là une réflexion à prendre en compte, à assimiler et, à partir de là, un changement de comportement et de réflexe à mettre en œuvre (voir le Document 4).

Principes communs

Il y a dans ce cahier plusieurs sortes de propositions.

Certaines, très pratiques, ont déjà été mises en œuvre localement, à plus ou moins petite échelle ; d'autres, pratiques mais dépendant du bon vouloir de différents centres de pouvoir, sont plus difficiles à réaliser. Ces propositions aménagent le système actuel pour le rendre plus vivable, mais avec cette limite importante, parfaitement perçue par les femmes, qu'un tel système n'est en dernière instance aménageable que pour quelques un-e-s car, comme tout système reposant sur la domination, il a besoin de créer des divisions et hiérarchies.

C'est pourquoi les propositions les plus nombreuses touchent à l'essentiel, ce qui est à la fois leur grande difficulté et leur grande richesse : les valeurs qui sont actuellement constitutives de notre société doivent changer. Ces valeurs ne changeront pas par une décision du ciel ou d'un pouvoir au-dessus du commun des mortel-le-s, mais seulement par notre décision propre, au niveau individuel d'abord, collectif ensuite. Si nous voulons changer le monde, ont dit les femmes dès leurs premières prises de conscience, *le personnel étant politique*, changeons-nous d'abord nous-mêmes, et changeons les relations dans nos familles, dans notre quotidien, là où nous sommes. C'est là ce qui revient dans toutes les réflexions et actions des femmes à travers le monde : nous ne pourrions parvenir à des changements positifs de ce monde qu'en nous forgeant une nouvelle conscience. Cette nouvelle conscience implique de rompre le cercle pervers de l'individu dominé qui intériorise les pratiques et les modèles du dominateur, de lever le carcan des représentations qui bloquent ou entravent la part de masculin, de féminin ou de divin en germe ou vivant dans chacun-e.

C'est à cette seule condition que peuvent être modifiés la pensée, les attitudes et les comportements, et que peuvent être envisagées des transformations dans le sens d'un monde plus responsable. L'idée n'est pas nouvelle. Bien des philosophies, des religions – peut-être toutes au départ – prêchent ces principes : s'améliorer soi-même pour aller vers les autres et vers la vie. Malheureusement, en même temps, la plupart d'entre elles s'édifient sur la base d'une division en catégories et sur le renforcement de la disposition structurelle hiérarchique.

Ce sont bien sûr les personnes qui souffrent de cette disposition hiérarchique qui viennent d'abord la remettre en question, non pas pour en proposer une autre, mais dans la perspective d'une disposition a-hiérarchique. C'est pourquoi le *principe d'égalité*, doublé du *principe d'horizontalité* dans les relations humaines, est l'un des principes les plus importants que mettent en avant les femmes qui cherchent à changer le monde. Selon les participant-e-s à l'élaboration de ce cahier, "la pratique de l'horizontalité dans les rapports de pouvoir permet la concrétisation du respect des diversités, de la libre expression des personnes et d'effacer les traces de la hiérarchie dans notre subjectivité" (synthèse de la réunion internationale de Vendôme, août 2001).

L'autre principe qui, selon les femmes, doit être la base d'une nouvelle organisation sociale est celui de la *non violence*. La violence exercée à l'égard des femmes, indépendamment de l'âge, du revenu, de la classe sociale, de la culture et du lieu géographique, est considérable. Elles font l'objet de mauvais traitements psychologiques, physiques et sexuels qui peuvent revêtir diverses formes : harcèlement, viol, mutilation génitale, agression sexuelle, hétérosexualité imposée, grossesse, stérilisation ou avortement forcés, utilisation ou non utilisation forcée de contraceptifs, crime "d'honneur", traite des femmes – sans parler de la violence symbolique ou effective de lois, cultures, économies et religions discriminatoires. C'est au moyen de cette violence que les femmes sont maintenues dans leur condition de dominées.

C'est pourquoi elles se rassemblent actuellement dans des mouvements de plus en plus actifs de dénonciation, comme la Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté (voir Document 6), la multitude de groupes agissant contre les violences à l'égard des femmes au niveau local, ou encore les organisations opposées à la guerre qui se multiplient devant l'augmentation spectaculaire du nombre de victimes civiles. La nécessité et l'urgence de développer une culture de paix qui permette à chacun-e de vivre libre de toute forme de violence constituent la trame de toute leur réflexion et leurs initiatives. Cette culture de paix ne peut se développer sans remise en cause des valeurs dominantes actuelles brandies par le système patriarcal et capitaliste : la compétition, l'agressivité, l'individualisme et le non respect de la vie et de sa diversité.

Enfin, un autre principe fondamental pour les femmes, à intégrer et digérer par tout-e-s jusqu'à devenir un réflexe, est que tout de qui touche les femmes touche l'humanité entière : à chaque femme humiliée, l'humanité est humiliée. Aussi, tout comme les femmes s'impliquent dans tous les mouvements sociaux porteurs d'espérance, les acteurs de ces mouvements sociaux doivent-ils s'engager avec le mouvement des femmes s'ils veulent sincèrement un changement pour cette planète.

Remplacer la culture de guerre par une culture de paix

A part, peut-être, dans de rares îlots ignorés, la culture mondiale actuelle est une culture patriarcale dans laquelle les femmes ont un statut d'objet, quand elles ne sont pas simplement niées.

L'idéologie dominante opère une dichotomie entre culture et nature et lui fait correspondre la dichotomie homme/femme : ainsi, le rejet des femmes dans la "nature", l'affirmation de leur caractère hautement naturel tend à présenter le mâle de l'espèce comme le créateur à lui tout seul de la société, de l'artifice socio-humain et, en dernière analyse, de la conscience comme projet ou organisation (Guillaumin, 1992). C'est non seulement cette vision duelle et cloisonnée, mais aussi ce qu'elle implique de hiérarchie et de violence que les femmes dénoncent avec toujours plus de vigueur. Dans un but d'appropriation prédatrice, des hommes ont assis leur domination sur la nature, sur les femmes, et même sur une partie d'entre eux, au moyen de la violence et de la destruction ; et cette domination a toujours besoin pour durer de l'utilisation répétée de la violence sous toutes ses formes.

Les femmes font toutes l'expérience de cette violence, qu'elle soit suivant les contextes plus subtile (comme l'indifférence par exemple) ou plus radicale (comme le viol ou l'assassinat), et c'est elle qui contraint la grande majorité d'entre elles à la soumission. Celles qui – de plus en plus nombreuses – parviennent à "s'insoumettre" refusent cette culture de guerre, dont les fondements mènent non seulement à des pratiques de destruction réciproque, mais aussi tôt ou tard à l'autodestruction. Elles soulignent que dans la hiérarchie des valeurs, le prestige de chaque fonction sociale semble être inversement proportionnel à son importance pour la vie, et directement proportionnel à son pouvoir de destruction (Horvat, 1985).

C'est à une réconciliation que les femmes en appellent : retrouver la symbiose entre êtres humains et entre l'humain et la nature, avant que cela ne soit trop tard pour tou-te-s. Cela demande un effort volontaire pour instaurer une autre façon d'être ensemble et d'être au monde, et donc forger une autre culture, une culture de paix, dont il n'existe aucun modèle préconstitué.

Nouvelle culture, nouvelle conscience, nouvelle vision sont des mots qui sont revenus souvent dans les discussions et les écrits des femmes, désignant la nécessité de transformations en profondeur à la fois sur le plan collectif et et sur le plan personnel, dans lesquelles praxis et théorie soient connectées et préservées. Déjà, des transformations sont mises en œuvre – et pas seulement par des femmes. Quel que soit le domaine concerné : santé, production agricole ou industrielle, éducation, administration ou autres, elles vont dans le même sens, c'est-à-dire à l'encontre des monopoles créateurs de dépendances, du gigantisme, des ravages des monocultures agricoles, industrielles et culturelles, et en faveur d'une redécouverte de toute la richesse sociale, d'une utilisation des ressources vivantes qui respecte leur nature et leur qualité, du développement de toutes les facultés de chacun-e, en respectant les diversités.

On comprendra donc que ce premier chapitre sur la culture et les valeurs constitue le pilier autour duquel vont s'agencer tous les autres, qui y feront constamment référence.

*** Développer une nouvelle conscience.**

L'axe principal de cette nouvelle conscience est de renverser la hiérarchie des valeurs, en prenant la vie comme valeur première plutôt que celles qui sont actuellement en tête de liste : l'argent et le profit. A partir de là, inspiré par ce que les femmes mettent déjà en œuvre, l'enjeu sera de valoriser ce qui fait la vie, ce qui va vers la vie, vers la connexion, vers le tissage des liens affectifs et solidaires.

Cette nouvelle conscience doit se fonder sur les valeurs de l'égalité ; la coopération ; la non-violence ; le respect pour toutes les créatures sur terre et leur diversité ; la croyance dans la subjectivité de toutes les créatures ; le sens de la communauté ; l'autosuffisance ; la créativité ; la joie retrouvée des relations humaines non hiérarchiques. Elle doit refuser celles, dominantes aujourd'hui, qui entraînent la destruction de la planète et des liens entre les êtres vivants, comme la violence, la compétition, l'absence de solidarité, la catégorisation, le mépris de la diversité et l'individualisme.

Une série de propositions relatives à la construction de cette nouvelle conscience en découle.

*** Créer, refondre, consolider les liens, et admettre l'interdépendance des êtres et des choses les un-e-s avec les autres. S'accepter comme partie de la nature au lieu de vouloir à tout prix (le prix fort !) en avoir la maîtrise.**

Selon les femmes, la culture qui domine le monde depuis des siècles et aujourd'hui de façon toujours plus marquée est celle de la dissection, de la fragmentation d'un tout en éléments séparés : celle des êtres vivants en molécules, celle des êtres humains en catégories, celles des relations sociales en rapports hiérarchique antagonistes.

C'est justement le mouvement inverse que les femmes préconisent. Renouer les liens, réduire les distances, repartir vers les petites unités, rétablir les connexions, en soi, avec les autres, entre sexes, entre générations, entre peuples différents, avec les autres êtres vivants, avec l'ensemble de la nature. S'accepter enfin dépendant-e-s des autres et partie d'un tout. Peut-être parce qu'elles sont assimilées à la nature par l'idéologie patriarcale, peut-être parce que leur possibilité de donner la vie, le lien très fort qu'elles tissent avec les enfants et les plus vieux – ceux qui viennent à la vie et ceux qui vont la quitter, mais aussi, avec elles, les plus démunis en termes de pouvoir – leur permet, même dans la pire des métropoles, de ressentir le lien qu'elles ont en tant que membres de l'espèce humaine avec l'ensemble de la nature, les femmes sont très nombreuses à insister sur l'urgence à poser une nouvelle éthique selon laquelle l'humanité doit retrouver son appartenance à la nature plutôt que de continuer de penser que la nature lui appartient et de mener notre monde à sa perte.

*** Lier le personnel au politique, et donc partir de soi pour mettre en œuvre des changements sociaux.**

L'un des principes les plus importants mis en avant par le mouvement international des femmes est certainement "le personnel est politique", avec pour corollaire le refus de la division entre sphère publique et sphère privée.

Parce que leur corps est le lieu de leur oppression en tant que groupe social, et parce qu'elles continuent à subir dans la sphère privée l'oppression de ceux-là même qui sont censés la combattre au sein de mouvements agissant dans la sphère publique pour un changement de société, les femmes ont la conscience aiguë qu'il est impératif de commencer par restaurer le respect vis-à-vis de soi-même et de son entourage le plus proche pour pouvoir ensuite instaurer des changements à un niveau plus global.

Pour les femmes, deux sortes de changement peuvent être mis en œuvre :

* *retrouver l'estime de soi, apprendre à se valoriser*, sans que ce soit pour autant au détriment de l'autre : c'est une valorisation de soi *et* de l'autre que les femmes veulent mettre en place. Après des millénaires d'oppression, les femmes ne peuvent pas du jour au lendemain s'aimer et se respecter. Il faut donc aller contre la violence principale de la domination qui consiste à limiter les possibilités, le rayon d'action et de pensée de l'opprimé-e. Depuis des années, dans le monde entier, les femmes font un travail immense en ce sens, qui passe d'abord par la prise de conscience de l'oppression subie, son analyse, et la mise en place d'outils pour reconquérir une image positive de soi, mais aussi l'autonomie financière, l'élargissement des connaissances (de toutes sortes) et l'accès aux moyens d'action.

* Avec cette estime de soi retrouvée, elles peuvent opérer le deuxième changement et *cesser d'être les courroies de transmission d'une culture patriarcale irrespectueuse de la vie*, que ce soit la leur ou plus globalement celle de la planète entière. Du fait de leur position dans les familles et dans l'éducation des enfants, il semble souvent étonnant que les femmes n'aient pas déjà infléchi depuis longtemps le cours des choses en dispensant une éducation différente. Mais c'est sans compter sur le dressage dont elles font l'objet, où qu'elles se trouvent, qui les entraîne à accepter non pas tant la domination, mais l'idée du danger qu'il y aurait à la défier (Mathieu, 1991). C'est pourquoi cette proposition exige non seulement une prise de conscience et une revalorisation de soi, mais aussi et surtout une grande force et un grand courage pour casser les fausses évidences.

Pour les hommes aussi, le changement doit se faire à deux niveaux :

* *Refuser d'exercer la domination ou d'en être complice*. Ce qui implique à la fois de remettre en question l'utilisation de la violence, et plus banalement le pouvoir reçu à la naissance, apprendre l'empathie, savoir se mettre à la place, considérer l'autre comme soi-même, mais aussi développer l'attention, écouter et entendre ce qu'elle/il dit.

* Pour cela, il faudra en même temps *apprendre à se connaître soi-même, refuser les rôles*. Pour jouir de leur position privilégiée, les hommes ont cependant des contraintes certaines : celle de montrer qu'ils sont bien membres de ce groupe, suivant des standards sociaux très réducteurs selon

lesquels ils doivent se montrer agressifs, entreprenants, froids, raisonnés, solides, impitoyables.

A présent, de plus en plus d'hommes développent une autre manière d'être : ils sont conscients qu'en acceptant la perte de leurs avantages, ils gagneront leur reconnexion avec les femmes, les enfants et le reste du monde.

Document 2.

Mères contre la violence

L'image des mères de la place de Mai en Argentine, habillées de noir, tournant inlassablement autour du Palais présidentiel à la fin des années 70 pour exiger la vérité sur leurs enfants disparus, est connue du monde entier. Par leur courage, leur quête inébranlable de justice, leur humanité, elles sont devenues un symbole qui dépasse leur cas personnel. 25 ans après avoir osé défier la dictature militaire du général Videla, celles que l'on surnommait les "folles de la place de Mai" sont toujours debout. Par delà leur lutte propre, elles sont aujourd'hui engagées dans tous les combats pour la liberté des personnes et des peuples. Leur mouvement continue à rassembler sur la place de Mai tous ceux qui subissent des injustices, des violations de leurs droits humains et ceux qui réclament, comme les mères, une vie digne pour tous.

Suivant leur exemple, d'autres groupes de mères sont nés dans des pays déchirés par la violence sociale ou politique, la répression ou la guerre. La plupart ont en commun d'avoir perdu ce qui est le plus cher au monde, un enfant, et de s'opposer à la violence, à la terreur et au fascisme, dans une indépendance totale. Ni militantes "professionnelles", ni particulièrement préparées à l'action collective, toutes se sont d'abord levées pour défendre leur vie et celles de leurs proches, puis de fil en aiguille une certaine idée de la justice, de la liberté et de la citoyenneté. Les mères de ces réseaux, qui entretiennent entre elles de multiples contacts, affirment, pêle-mêle, le rejet de tous les systèmes d'oppression et de discrimination, du militarisme et de la violence, des dérives nationalistes, mais aussi du libéralisme sauvage qui "donne plus d'importance au profit qu'à la vie humaine" et où "la faim et la pollution font autant de victimes que les armes"...

Quelques exemples

* Au Brésil, les mères d'ACARI ont assisté à l'enlèvement de leurs enfants qui ont été par la suite séquestrés puis abattus par balles par la police (civile ou militaire) ou par des tueurs professionnels. Ce type de crime est devenu courant au Brésil, surtout dans les couches défavorisées de la société. Depuis 1990, ces femmes se battent pour retrouver le corps de leurs enfants, exiger l'ouverture d'une enquête et la punition des assassins.

* Au Guatemala, dans les années 90, quelques 3500 veuves tentent de s'organiser pour sortir de la misère. Sans ressources ni qualification, elles doivent désormais gagner leur vie seules et trop souvent, élever des enfants nés des viols de soldats. Depuis 1988, la CONVIGUA est devenu un lieu d'entraide mutuelle qui a valu à plusieurs de ses membres d'être victimes à leur tour de la répression. Son objectif : obtenir la démilitarisation effective de la société guatémaltèque.

* Les "femmes en noir" regroupe 7 associations de femmes israéliennes qui tentent d'influencer la politique de leur gouvernement en faveur de la paix. Toutes les semaines à partir de 1987, vêtues de noir, elles se regroupent silencieusement aux intersections des routes principales dans les grandes villes, portant des pancartes "Non à l'occupation". Très actif jusqu'à la guerre du Golfe (il y a alors près de 40 points de rassemblement chaque semaine), le

mouvement persiste ensuite dans les villes principales d'Israël. La seconde Intifada le propulse à nouveau sur le devant de la scène cependant que l'initiative pacifiste des Israéliennes inspire des manifestations de solidarité à travers le monde, notamment au Canada, en Allemagne, en Grande-Bretagne, en Italie, en France.

* S'inspirant du modèle israélien, les "femmes en noir" de Belgrade manifestent silencieusement, à partir de 1991 et durant toutes les guerres qui ont ravagé les Balkans, dans les lieux publics contre la guerre, le militarisme, le nationalisme et la violence à l'égard des femmes. Après les accords de Dayton, elles restent mobilisées pour transformer le cessez-le-feu en paix durable. Elles ont aussi organisé des rencontres internationales avec d'autres femmes des anciennes républiques yougoslaves et mis sur pied un "marathon anti-guerre de Belgrade" pour soutenir les hommes s'opposant au service militaire et les déserteurs revenus du front.

* A l'initiative des mères de Kiev, "Mama-86" est née en 1990 pour améliorer et protéger la santé des enfants irradiés ou présentant de graves déficiences immunitaires. En 2 ans, 400 enfants ont été aidés (distribution de substances radio-protectrices, séjours en camps de vacances, programme de détection de la radioactivité de l'eau, développement d'un laboratoire en biochimie incandescente, ouverture d'un laboratoire de recherche pour des tests de dépistage gratuits...).

* En Russie, le Comité des mères de soldats, créé en 1989 pour protester contre les conditions de vie dans l'armée, a su se faire entendre du pouvoir et des médias, devenant ainsi un maillon essentiel d'une nouvelle société civile dans le pays. Malgré une recrudescence du militarisme après le démantèlement de l'URSS, elles ont été à la pointe du combat contre la guerre en Tchétchénie, en partant chercher les jeunes appelés sur le champ de bataille, en soutenant les déserteurs et en collaborant avec les femmes de l'autre bord.

* En Espagne, entre les années 70 et 90, les mères des objecteurs et insoumis espagnols se battent avec leurs fils pour que le refus de partir à l'armée soit entendu dans toute son ampleur, comme un refus de la politique militaro-industrielle des Etats, et par conséquent de la prépondérance à tous les niveaux des logiques de domination.

* En Italie, au début des années 90, les "femmes contre la mafia" rassemblent des mères de famille victimes de la mafia et qui ont trouvé la force de réagir et de lutter. Dénoncer les responsabilités et les complicités, rompre le silence sur les pratiques criminelles de la mafia, éduquer les jeunes aux valeurs de justice et d'honnêteté, sont leurs principales activités. A plusieurs reprises et malgré les menaces, elles se sont constituées partie civile lors de procès contre de gros bonnets.

Sources :

D'après diverses fiches de la base DPH (<http://www.webdph.net>) rédigées par Claire Moucharafieh, Ada d'Alessandro et Odile Albert.

*** Déconstruire les représentations sociales.**

Les représentations sociales, sorte de mémoire collective constituée d'images qui ne s'appuient pas toujours sur la réalité ou la rationalité, sont inculquées très tôt dans la vie des individus, selon ce que l'on appelle un "thémata" construit sur le mode bien/mal. Cette catégorisation binaire, où le deuxième terme est toujours défini en comparaison avec le premier, dans un rapport hiérarchique négatif implicite, conditionne le mode de jugement de toute catégorie : homme/femme, fort/faible, blanc/noir, rationnel/intuitif, etc. Dès lors, tout le décryptage des situations auxquelles est confronté un enfant se fait selon cette grille. Plus tard, celui-ci est amené à construire ses propres opinions, qui font appel à et réactivent en permanence ce mode de classement.

Pour opérer une déconstruction des représentations, il est important de comprendre d'abord que les hommes et les femmes ne sont pas des sujets à conscience identiques, parce qu'ils sont dans des situations opposées. Ce n'est pas la même chose d'utiliser une idée, une représentation pour s'expliquer une violence subie ("j'ai eu tort de ne pas rester à ma place qui, après tout, est celle de ma dignité de femme"), et d'utiliser la même idée pour exercer cette violence ("elle va rester à sa place, oui ? sinon elle m'atteint dans ma dignité d'homme"). La déconstruction s'opère donc à partir de points de vue différents (Mathieu, 1991).

Cela implique une restructuration de l'organisation sociale à partir de la déconstruction des catégories femme/homme, de la modification du noyau de la représentation socio-culturelle des rôles et de l'émergence de normes et de valeurs nouvelles. Ce processus nécessite des sacrifices et des remises en question parfois douloureuses, en particulier pour les hommes.

*** Instaurer l'égalité dans ses propres relations avec les autres**

Le terme d'égalité a été disséqué par les femmes du monde entier, d'une part parce qu'elles souffrent partout d'un traitement inégalitaire par rapport aux hommes, et d'autre part parce que, même quand il n'est pas remplacé par le terme d'équité (qui permet de garder en l'état toutes les discriminations), il est interprété, de la même façon qu'à l'époque de la Révolution française, d'une manière restrictive, qui prend l'homme, occidental si possible, comme unique référent.

Pour les femmes, l'égalité doit être comprise comme un rapport a-hiérarchique, horizontal ; c'est un terme lié au respect de la diversité et à la justice. Et sa mise en œuvre est valable pour tou-te-s avec tout-e-s. "Les différences ne sont pas niées, au contraire, mais elles sont vues comme appartenant à deux ordres bien distincts : d'une part les différences biologiques, qui sont perçues comme des différences individuelles, *i.e.* comme n'ayant ni plus ni moins de signification que les autres différences physiques entre individus, et qui ne sauraient pas plus que les autres différences individuelles, puisqu'elles sont le lot commun de l'humanité, justifier des inégalités de sort ; d'autre part les différences de rôle et de place dans la société, qui sont vues comme construites par le processus de domination" (Delphy, 2001) et qui sont donc à remettre totalement en question.

*** Transformer le langage afin qu'il devienne enfin le porte-parole de tou-te-s**

Le langage sexué survalorise le masculin et dévalorise génériquement le féminin. Ce qui a des conséquences aussi bien au niveau de la pensée et au niveau de la relation à l'autre qu'au niveau psychologique chez les enfants des deux sexes. En français, par exemple (mais toutes les langues instaurent d'une manière ou d'une autre l'homme comme la norme, la référence), tous les accords grammaticaux concernant les pronoms, participes, articles, démonstratifs, etc., sont au masculin. "Il faut que la femme soit seule, et seule dans une activité sociale (hors du mariage) pour que le "elle" se garde. Car tout collectif dans la vie sociale se dit au masculin pluriel ainsi qu'au sein du couple et de la famille. Le "elle" est effacé par la communauté conjugale et familiale" (Iragaray voir Document 3). Il est donc essentiel de modifier les normes linguistiques, souvent jugées sans importance, pour structurer autrement les représentations.

Plusieurs propositions ont été faites et certaines déjà mises en pratique :

- faire apparaître les invisibles – en l'occurrence les femmes – même si cela semble alourdir la lecture. C'est l'effort qui est fait aux Nations unies depuis une recommandation d'experts effectuée en 1996 sous la pression des femmes : "les nouveaux instruments et normes concernant les droits de l'homme et les normes existantes devraient être rédigées dans un langage non sexiste. Le Centre pour les droits de l'homme devrait établir dans toutes les langues officielles de l'ONU une directive en ce sens qui puisse guider la préparation de ses communications, rapports et publication..." (Bauer, 1996).
- voter une loi qui préconise que durant un an le pluriel mixte soit masculin et l'année suivante féminin (Voir Document 3).
- inventer des termes neutres dans lesquels chacun-e se retrouve.

Document 3.

Pour une identité civile des femmes

Pour rétablir une éthique politique, Luce Irigaray soutient qu'une triple dialectique est nécessaire. Celle du sujet masculin, celle du sujet féminin et celle de leur rapport en couple ou en communauté. Elle affirme l'existence d'une crise identitaire et avance quelques suggestions de médiation pour sortir de cette crise. Elle avertit cependant que leur réalisation supposera un double effort de la part des femmes, à savoir l'interprétation de leur statut actuel non seulement en termes économiques, mais aussi en termes symboliques.

Elle démontre ainsi à travers une étude linguistique menée sur cent cinquante femmes et cent hommes l'influence des règles grammaticales survalorisant généralement le masculin sur la représentation que le sujet se fait de lui-même et de l'autre. Les résultats obtenus ont confirmé les faits suivants concernant les relations possibles ou impossibles entre les sexes : les hommes se désignent eux-mêmes ou leurs semblables comme sujets de la phrase ; les hommes se parlent, communiquent entre eux mais s'adressent peu aux femmes, sauf quand le contenu du message les met en position de maternage (par exemple, ils se plaignent parfois à elle) ; les femmes se désignent peu elles-mêmes ou leurs semblables comme sujets du discours ; elles mettent beaucoup plus les hommes en position de sujets de l'énoncé. Quand les femmes utilisent le *je* comme sujet de la phrase, ce *je* femme s'adresse le plus souvent à un homme et non pas à une ou des femmes. Il ne se rapporte pas non plus à lui-même (par exemple : je m'interroge, je me regarde, je me recueille...).

Ce type de réponse est interprété par Luce Irigaray comme une difficulté des femmes à : s'auto-représenter ; se dialectiser elles-mêmes comme sujet empirique ; respecter leur mère et les autres femmes comme autres qu'elles ; se donner des modèles, des projets, des idéaux, des divinités, etc.

Ceci pose un certain nombre de problèmes éthiques, car cela signifie que les hommes sont pratiquement les seuls sujets et les seuls interlocuteurs des échanges verbaux. Cela n'a rien d'étonnant, car pour gérer la cité, gagner de l'argent, gouverner les citoyens, les hommes se sont appropriés les règles et les normes du discours. Quant aux femmes, dont les tâches reproductives et domestiques n'exigeaient pas d'elles un code linguistique très élaboré, leur langage s'est réduit au minimum. Elles parleront des autres – hommes et enfants –, leurs propos concerneront des choses immédiates et concrètes. Dans le rapport à elles-mêmes n'importe que la toilette pour séduire et les questions concernant la maternité et l'éducation. Le discours des hommes concerne en priorité les techniques de production concurrentielle d'objets consommables et échangeables. Devenir un homme correspondrait à s'éloigner de soi, de son environnement vivant et entrer dans un univers codé pour y acquérir l'aptitude à la compétition, à la guerre... Même s'il existe des exceptions à ces normes, les règles sociales et linguistiques les entretiennent par tout un réseau d'habitudes et d'attributions de valeurs.

Comparé au discours masculin, Luce Irigaray constate qu'il existe dans les énoncés des femmes des valeurs subjectives et objectives à garder et d'autres à acquérir. Les femmes mettent beaucoup plus en scène la relation à l'autre

sexe. Elles s'intéressent beaucoup plus aux autres en général. Elles sont plus attentives à la question du lieu : elles sont auprès des choses, des autres (ce qui correspond à une des racines indo-européennes du verbe *être*). Elles se préoccupent davantage des qualités des personnes, des choses, de l'action, car leur discours contient plus d'adjectifs et d'adverbes que celui des hommes. Elles s'intéressent plus au présent et au futur, les hommes au passé. Elles sont plus soucieuses du message à transmettre.

L'accès des femmes au travail collectif, aux lieux publics, aux relations sociales exige des mutations linguistiques. Pour elle, modifier les normes linguistiques, qui sont souvent jugées sans importance alors que c'est le masculin qui représente le terme neutre, est essentiel pour structurer autrement les représentations. Aussi, elle propose pour commencer, de voter une loi qui préconise que durant un an le pluriel mixte soit masculin et l'année suivante féminin. Ce procédé réellement démocratique, ajoute-t-elle, ne sera pas sans effets dans la modification de l'inertie des normes linguistiques.

Son étude linguistique, même non exhaustive, révèle à quel point le langage structure la pensée et les représentations sociales. Les changements des systèmes de valeurs et représentations doivent concerner en premier chef ces mutations linguistiques qui attribueraient aux femmes un statut de sujet, pour qu'enfin elles puissent véritablement s'exprimer et se faire entendre comme la moitié de l'humanité.

Source :

Luce Irigaray, "Pour une identité civile des femmes. 2e partie : Effet des règles grammaticales survalorisant le masculin sur le sujet". Préparation au forum "Le temps des femmes", organisé par les femmes du Parti Communiste Italien et la revue RETI (Rome, avril 1988).

*** Modifier les relations à l'intérieur des familles.**

La critique de la famille patriarcale a été au centre de nombreux écrits et manifestations des femmes. La structure de la famille telle qu'elle existe actuellement est le premier lieu d'apprentissage des rôles et de la division sexuelle du travail. La position hiérarchique qu'occupent les hommes soutient des relations asymétriques basées sur un rapport de pouvoir. Les instruments de pouvoir peuvent varier, depuis l'autorité exercée tacitement jusqu'à la contrainte psychologique, voire physique. Pour que les familles puissent être un lieu d'épanouissement de l'individu-e, les femmes proposent d'en faire un lieu de partage et de réconfort, ce qui implique :

- l'abolition des rapports hiérarchiques entre ses membres ;
- l'éducation égalitaire des enfants sans considération de sexe et d'âge ;
- la participation, l'implication de tou-te-s dans la vie domestique, en fonction des capacités physiques et non en fonction du sexe ;
- et la valorisation du temps passé aux soins, à la communication, à l'éducation des enfants, à l'attention à l'autre.

*** Développer une nouvelle écologie sexuelle et reproductive**

La sexualité devrait sans doute être, en tant que rapport le plus intime à soi et à l'autre, une expression individuelle subjective. Mais c'est surtout une institution sociale de violence (Wittig, 2001).

Comme l'ont fait remarqué les participantes de la réunion "Femmes, sexualité et changements sociaux en Méditerranée et au Moyen Orient" : "La sexualité n'est pas seulement une question personnelle et privée, mais est aussi liée aux systèmes de politiques de pouvoir et de domination dans la société. Les moyens de contrôler la sexualité sont institutionnalisés non seulement dans les normes et coutumes culturelles et sociales, mais aussi dans les programmes et pratiques juridiques. Par exemple, divers systèmes juridiques cautionnent des crimes commis contre les femmes, comme les mariages précoces ou forcés, les tests de virginité, les lois discriminatoires sur le divorce, la mutilation génitale féminine et les réductions de sentence pour les meurtres commis au nom de 'l'honneur de la famille'. Durant les périodes de militarisation et de guerre, la répression de la sexualité est exacerbée, parce que de tels systèmes promeuvent des notions rigides de masculinité et féminité et perpétuent une culture d'agression et d'intolérance" (rencontre d'Istanbul, octobre 2001). La sexualité est donc, du point de vue des femmes, un autre lieu de changements nécessaires.

D'abord pour que les femmes commencent à surmonter leur aliénation vis-à-vis de leur propre corps et apprennent à faire un avec lui. Cette aliénation, introduite par les relations de reproduction et les technologies capitalistes et patriarcales, a affecté davantage les femmes du Nord que les femmes pauvres du Sud. Celles-ci ont encore une connaissance des cycles de leur corps et peuvent toujours reconnaître les signes de la fertilité et de l'infertilité, alors que les femmes ayant "bénéficié" du développement ont virtuellement perdu cette connaissance intime et sont de plus en plus dépendantes d'experts médicaux qui leur expliquent ce qui se passe dans leur corps.

Par ailleurs, libérer les relations sexuelles de la domination et de l'exploitation patriarcale n'est pas seulement une question de technologie contraceptive, mais requiert un changement d'attitudes et de style de vie, d'institutions et de conduite quotidienne des femmes et des hommes. Le développement de cette nouvelle écologie sexuelle et reproductive est essentiel pour que les femmes puissent être mises en mesure de conserver leur dignité humaine ; c'est même encore plus important pour les hommes, auxquels on enseigne dans une société militarisée patriarcale à identifier leur sexualité avec l'agression. C'est une agression qui commence contre eux-mêmes, car ils doivent pour se dompter rejeter et détruire en eux-mêmes les caractéristiques d'attention, d'amour, d'affection qui sont généralement attribuées aux femmes et à cause desquelles elles sont dévaluées (Mies et Shiva, 1993).

Cette proposition peut se traduire très concrètement sur de nombreux terrains, comme :

- l'éducation à la connaissance de son propre corps pour les filles comme pour les garçons ;
- la déconstruction du mythe de l'hétérosexualité comme étant la relation naturelle entre êtres humains alors qu'elle est d'abord une relation de domination d'un groupe sur les autres ;
- la prise en considération que la prostitution, tout comme la pornographie, participent de l'institutionnalisation de la sexualité comme lieu de domination, de négation des femmes et des plus démunis en établissant clairement une relation sujet/objet entre le client et sa marchandise, et que leur légalisation constitue une reconnaissance cynique de cet état de fait.

Pour une éducation non discriminatoire

L'éducation (dans son sens le plus large : instruction, apprentissage, formation, mais aussi cheminement vers l'autonomie) est particulièrement investie par les femmes, notamment parce que plus d'une femme sur quatre est analphabète, et que toutes considèrent que l'exclusion de l'éducation est l'un des moyens de leur oppression. Tous les jours à travers le monde, des groupes de femmes créent des structures d'alphabétisation pour les femmes et les enfants ou développent divers micro-projets de formation. En même temps, les femmes sont très conscientes que l'éducation telle qu'elle est actuellement dispensée et conçue reste un moyen de transmission d'une culture faite par et pour le groupe dominant afin d'assurer sa domination. Aussi entreprennent-elles dans les espaces qu'elles ouvrent d'en modifier le contenu. Elles font donc des propositions de deux sortes.

Les premières, d'aménagement, sont adressées à leurs gouvernements, pour qu'ils mettent en pratique les engagements qu'ils ont pris auprès de l'Organisation des Nations unies en signant et ratifiant diverses conventions, comme la Convention des droits de l'Enfant ou la Convention pour l'Élimination des Discriminations à l'égard des Femmes (CEDAW) (3), et qu'ils améliorent la condition des citoyen-ne-s en leur offrant les moyens d'une éducation concrète et suivie.

Cependant, même obligatoire et gratuite, et malgré les tentatives d'aménagement d'une éducation moins sexiste, moins raciste et moins élitiste dans certains pays, l'éducation s'inscrit toujours – parce que ce sont les bases sur lesquelles elle se fonde de par le langage qu'elle emploie, les références qu'elle utilise, les normes qu'elle impose – dans une culture de domination et d'exclusion.

Aussi les femmes ne s'intéressent-elles pas seulement au fait qu'elles puissent accéder à l'éducation, mais également à ce que celle-ci soit fondée sur des valeurs d'égalité, de respect, de partage et de non violence, et qu'elle considère comme son fonds culturel l'ensemble des connaissances accumulées par l'ensemble de l'humanité, plutôt qu'une petite partie circonscrite dans le temps et l'espace au monde occidental masculin moderne.

*** Pousser les gouvernements à tenir leurs engagements auprès des Nations unies d'assurer l'éducation pour tou-te-s**

Dans la plupart des rapports parallèles adressés à l'ONU par des ONG féministes sur l'avancée des droits des femmes, les femmes ont relevé un manquement des Etats à leur engagement de consacrer 6% de leur Produit national brut à la promotion d'une éducation gratuite et obligatoire pour tou-te-s, comme l'exigeait les Déclarations et résolutions sur "L'éducation pour tou-te-s" (4). Le droit à l'éducation, mentionné dans beaucoup de conventions internationales, doit devenir une réalité et, pour cela, une action doit être menée par les citoyen-ne-s vis-à-vis de leurs gouvernements, de façon à ce qu'ils prennent ou tiennent leurs engagements.

*** Pousser les gouvernements à assurer que l'éducation pour tou-te-s soit une éducation non discriminatoire**

Sous la pression des femmes, plusieurs articles de conventions internationales comme la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes (article 10) et la Convention pour les droits de l'enfant (article 18) affirment l'obligation d'une éducation non discriminatoire. Comme de nombreux autres articles de diverses conventions, ils restent lettre morte.

L'action des citoyen-ne-s sur leurs gouvernements est donc nécessaire afin qu'ils assurent une éducation non discriminatoire pour tou-te-s, y compris par des moyens tels que la discrimination positive. En outre, dans le cas des pays les plus défavorisés, pour faire en sorte que le manque de moyens ne les empêche pas de tenir leurs engagements, les femmes demandent la mise en place d'un fonds international pour soutenir une éducation pour tou-te-s non discriminatoire.

*** Sensibiliser à la discrimination, sexuelle et autres, les structures indépendantes qui dispensent l'éducation**

Toutes les organisations internationales et les réseaux internationaux, nationaux et locaux ayant pour but l'éducation doivent prendre en compte les

rapports sociaux de sexe et contrer les discriminations dans leur approche de l'éducation.

*** Revoir les systèmes éducatifs pour assurer une éducation à la culture de paix**

Comme l'éducation, telle qu'elle est conçue actuellement, ne met pas en danger les structures de la culture de guerre dans le monde contemporain, tous les systèmes éducatifs doivent être revus dans leurs fondements si l'on veut instaurer une culture de paix, et donc éliminer la discrimination, introduire la sensibilité aux rapports sociaux de sexes et enseigner le respect de soi-même et des autres, la non violence, la démocratie au sens de la participation de tou-te-s, la créativité et la coopération.

Pour que ces enseignements ne soient pas – comme c'est le cas à l'heure actuelle avec les programmes d'éducation civique en Europe par exemple – plaqués et en totale contradiction avec la culture ambiante, les éducateurs et éducatrices ont d'abord à remettre en question leur propre formation. Elles/ils doivent être capables de réhabiliter les différents savoirs accumulés par l'humanité, de les relier les uns aux autres et de donner la primauté à ceux qui donnent de l'importance à la vie – à toute forme de vie.

Il s'agit donc de:

- transmettre les savoirs et les savoir-faire accumulés par l'ensemble de l'humanité. Les diverses méthodes de protection de la nature, de création de liens, de connaissance par les sens et l'intuition doivent être réexplorées pour ce qu'elles amènent de sagesse et de connaissance du monde. Les femmes proposent de recenser, entre autres, les façons de faire propres aux femmes parce qu'elles sont, du fait de leur position dans la société, plus coopératives que compétitives, plus inclusives qu'exclusives, et d'en tirer des méthodologies, conceptualiser leurs attitudes et les introduire dans l'enseignement scolaire ;
- développer une éducation valorisant le travail manuel autant que le travail intellectuel ;
- développer un regard critique sur les nouvelles technologies et savoir reconnaître et utiliser seulement celles qui ont un apport pour l'ensemble de l'humanité et de la planète.

Déconstruire les représentations médiatiques dominantes

Les médias sont aujourd'hui les véritables faiseurs d'opinions et diffusent des modèles culturels au service de l'idéologie dominante. Inscrits dans la logique de la consommation et du profit, ils participent pleinement de la marchandisation du corps et des biens. Qu'il s'agisse de la télévision, de la radio ou du support écrit, ils entretiennent volontairement les clichés sexistes et les modèles traditionnels de domination masculine à travers la publicité et les programmes destinés à distraire le public (dessins animés, émissions ludiques, séries télévisées). Ces programmes valorisent sciemment les bienfaits de la consommation et du luxe, tout en faisant l'apologie la culture masculine de la guerre et de la violence.

La globalisation entraîne une diminution flagrante de la diversité médiatique. Une école unique s'introduit dans les foyers, à laquelle se forment les générations futures. L'information est ainsi conçue pour vendre du rêve (un certain rêve), détourner les citoyen-ne-s de la réalité et servir les intérêts de quelques multinationales ou d'autres groupes tels que les complexes militaro-industriels.

Ce constat a mené les femmes à entreprendre une critique sévère des médias et de leur contenu, mais aussi à mettre en place des stratégies comme le recensement des journalistes – femmes et hommes – sensibilisés à la condition des femmes, pour qu'il/elles deviennent des relais bienveillants ; la création de réseaux électroniques d'informations alternatives (5) ; de groupes de pression contre les publicités, films et autres discours sexistes ; de productions médiatiques, radiophoniques, télévisées. Autant de stratégies destinées à regagner des espaces d'information et de communication qui soient libres de toute idéologie oppressive.

*** Etablir un code éthique et moral citoyen**

Les citoyennes et citoyens doivent avoir leur mot à dire sur la qualité et le contenu de ce qui est diffusé par voie médiatique. Les médias doivent tenir compte de leurs sensibilités et aspirations et s'engager à une réforme globale de leur politique de communication et de diffusion. Ils devront, entre autres, se concerter avec des groupes de femmes pour l'établissement d'un contrat moral sur le respect des femmes.

*** Promouvoir une participation accrue des femmes dans les médias**

Une participation plus importante des femmes dans le monde des médias serait à même de contribuer à repenser les images diffusées au public. Les femmes ont une approche très critique de la (sur)valorisation de la beauté physique, de la jeunesse, de la maternité et de l'hétérosexualité, où elles voient la construction de mythes servant leur oppression. Elles analysent de même la valorisation de la violence en tant que composante de la masculinité comme la construction d'un mythe visant à maintenir les hommes dans leurs rôle social de dominants.

Les productions faites par des femmes sont nombreuses et les alternatives multiples. Elles font cependant l'objet de dévalorisation, voire même de censure, car elles vont à contre-courant de la tendance conservatrice traditionnelle. Une entreprise de déconstruction du monde médiatique actuel est nécessaire, qui ferait appel à toutes les personnes désireuses de construire une société non violente et égalitaire notamment à travers :

- une visibilité de l'expression des femmes en ce qu'elle a d'important pour le renforcement de la culture de la paix. Il importe de publier les productions des femmes, leurs propres histoires, car dans les productions masculines, seuls les héros masculins sont mis en valeur. Parmi les éléments qui permettent de rétablir l'équilibre, le travail que les historien-ne-s ont entrepris depuis une vingtaine d'années met en relief la contribution des femmes dans l'histoire de l'humanité ;

- une exploitation du rôle éducatif et formateur des médias pour déconstruire le mythe de la guerre et du guerrier comme premier pas nécessaire à la culture de la paix et de l'égalité S'ils sont appris, les comportements de violence peuvent en effet aussi bien être désappris ;
- l'assistance à la production de programmes télévisés et artistiques – comme le fait par exemple, l'association Puntos de Encuentro au Nicaragua (6) – destinés à favoriser une prise de conscience sur la situation des femmes dans les sociétés et par conséquent inculquer au public des valeurs telles que le respect de l'autre, de la diversité, la non violence et la solidarité ;
- une mise en lumière du patrimoine collectif dans lequel des femmes sont mises en valeur ;
- un appel fait aux femmes et aux hommes pour réécrire les contes et les légendes afin de contrecarrer les représentations dominantes.

Mettre en place de mécanismes de veille basés sur le principe de la responsabilité

Enfin, il faut créer des mécanismes citoyens de contrôle des médias basés sur le principe de la responsabilité qui s'assureraient de :

- la diversification et la transparence des sources médiatiques, afin d'agir contre la censure médiatique et la manipulation ;
- du vote et du respect de lois antisexistes qui agiraient comme filtre et qui encadreraient les différentes diffusions publicitaires et culturelles.

Document 4.

Les femmes dans les médias

Pourquoi 82 % des gens qui font l'actualité se rasant-ils tous les matins ?

Les femmes occupent cinq fois moins de place que les hommes dans les médias, et leur part n'a pratiquement pas progressé depuis cinq ans. C'est ce que révèlent les résultats de la seconde enquête internationale Global Media Monitoring Project 2000, réalisée dans 70 pays selon la méthode d'analyse Mediawatch.

Au niveau international, cette étude révèle que les femmes ne représentent en moyenne, sur les 70 pays étudiés, que 18% des personnes citées dans les médias, contre 82% pour les hommes. Le chiffre français s'inscrit dans la moyenne internationale : 18,2%. Par "personne citée", l'enquête entend toute personne présente à un titre ou à un autre dans les informations générales, et ce, qu'elle soit directement interviewée, que ses propos soient rapportés, ou qu'il en soit simplement fait mention par les journalistes, par l'image ou dans le commentaire. En 1995, ce pourcentage était de 17%. A ce rythme, il faudra encore 160 ans pour atteindre 50% dans la représentation et l'expression des femmes dans les médias !

La télévision préfère les femmes journalistes quand elles sont jeunes.

Au niveau international, c'est à la télévision que les femmes sont le plus présentes. Elles sont même majoritaires en tant que présentatrices (56 %) et à égalité en tant que reporters dans la tranche d'âge des 20-34 ans, mais leur place diminue à partir de 35 ans. Après 50 ans, il y a une majorité d'hommes présentateurs. L'apparence reste donc un pré-requis plus important pour les femmes que pour les hommes à la télévision. A la radio, les femmes représentent 41 % des présentateurs, 28 % des reporters et 26 % des reporters de presse écrite, mais seulement 15 % des reporters sportifs.

Moins d'actualité "chaude" pour les femmes

Les femmes journalistes sont plus nombreuses à traiter de sujets liés à l'environnement (47 %), la santé (46 %) et l'éducation (42%). Elles sont moins nombreuses à s'occuper de l'actualité brûlante, telle que les crises internationales (19 %), la guerre (25%) ou la politique (26%). En tant qu'interviewées, les femmes sont plus souvent citées dans les sujets sur les arts et spectacles (35%), la santé (29%) et l'éducation (29%). Elles sont moins visibles dans le traitement des crises internationales (11%), du sport (12 %), des sciences (12%), de la défense nationale (6 % en 2000), de la politique et des affaires gouvernementales (12%), de l'économie et des finances (17%).

L'activité des femmes vue par les médias : à la maison ou étudiantes ou célèbres !

Quand l'activité des femmes est mentionnée, elles représentent 81% des parents ou des personnes à la maison, 46% des étudiants et 45% des célébrités mais 12% des membres du gouvernement, 12% dans les domaines scientifiques et technologiques, 11% en droit et économie, 10% des politiciens, 9% des athlètes, 7% des criminels et 4% des militaires et policiers. Les résultats de l'enquête internationale confirment donc que les médias tendent à identifier les femmes selon leur statut marital ou familial alors que les hommes sont plus souvent identifiés selon leur activité ou leur position dans la société. 21% des

femmes citées et seulement 4% des hommes sont identifiés selon leur statut marital ou familial.

Plus souvent présentées comme victimes

Envers de la médaille, les femmes apparaissent plus souvent comme victimes. Les médias exploiteraient-ils les histoires de femmes victimes ? A l'échelle internationale, 18,7% des femmes citées le sont à titre de "victime" contre 7,4% des hommes.

Etre femme et victime démultiplie le fait d'être identifié selon son statut familial

28% des victimes et 5 % des non-victimes sont décrites selon leur statut familial. Pour les femmes victimes, ce chiffre s'élève à 45%, alors que 3% des hommes qui ne sont pas victimes sont caractérisés par leur statut familial. Mais les femmes sont moins souvent accusées ou condamnées (6% pour 14% des hommes).

10% des sujets d'actualité donnent une place centrale aux femmes

Les sujets dans lesquels les femmes occupent le centre de l'actualité représentent 10% de l'ensemble des médias et 14% de la presse quotidienne. Les femmes occupent une place centrale dans 26% des sujets "arts et spectacles" et 25% de sujets humanitaires, 11% dans les thèmes sur l'éducation, 10% dans les sujets sur la pauvreté et 7% dans les sujets politiques, 7% dans le sport. Les femmes occupent une place centrale dans seulement 1% des sujets environnement.

Les auteurs de l'enquête concluent que "à quelques exceptions près, le traitement de l'information reflète une vision limitée du monde et de ce qui est important. L'augmentation du nombre de femmes journalistes ou de femmes dans la vie publique ne peut suffire à améliorer significativement la visibilité des femmes dans les médias. Seule une profonde transformation, tant de la société dans son ensemble que des médias, aboutira à ce que les droits des femmes - notamment à s'exprimer - soit mieux compris, respectés et appliqués."

Source :

Les résultats complets de l'enquête Global Media Monitoring Project 2000 (GMPP) sont disponibles sur Internet : <http://www.wacc.org.uk>

Pour que la religion cesse d'être un instrument d'oppression supplémentaire

Dans toutes les religions, les femmes sont soit idolâtrées, soit stigmatisées. Saintes pures ou pécheresses au sens sexualisé des termes, le statut d'êtres humains dotés d'esprit et d'intelligence leur est refusé. Pas d'intermédiaire entre la représentation de la bonne mère productrice de fidèles, dont la nature est aimante et docile, et celle de la femme dangereuse, sauvage et diabolique.

L'exemple historique particulièrement bouleversant qui illustre de la violence permise par cette représentation manichéenne est celui de la chasse aux sorcières. Durant des siècles, les sages-femmes furent traitées de sorcières, pourchassées et tuées, sous la direction des hommes d'Eglise. Issues des couches populaires, elles étaient non seulement des contestataires des nouvelles normes éthiques, juridiques, économiques et sociales de la classe bourgeoise montante qui rétrécissait le rôle des femmes dans la famille et la société, mais elles étaient également détentrices d'un savoir important (Michel, 2002). Aujourd'hui encore, parce que proches du mystère de la vie, elles symbolisent en Inde le diable et l'impureté, puisque après leur passage, les foyers sont purifiés de fond en comble. Purification qui se pratiquait également, il n'y a pas si longtemps, dans le cadre de l'église catholique sur les femmes qui venaient d'accoucher.

On pourrait citer de nombreux exemples, dans toutes les régions du monde et à toutes les époques, pour illustrer l'instrumentalisation de la religion pour asseoir la domination masculine sur les femmes. Les plus flagrants aujourd'hui sont ceux des différents mouvements intégristes religieux qui affirment l'infériorité des femmes et les maintiennent dans des rôles extrêmement réducteurs et stéréotypés. Mais, plus généralement, de façon beaucoup plus subtile, de par leur langage, leurs rites et leurs interprétations des textes, les religions continuent d'exclure les femmes et, plutôt que d'être une source de spiritualité nécessaire à l'épanouissement des êtres humains, servent d'instrument supplémentaire à la domination patriarcale. Encore à présent, les femmes sont écartées du champ religieux et n'ont pas leur mot à dire sur des questions qui les concernent directement.

Pourtant, depuis plusieurs dizaines d'années, les femmes croyantes ont commencé à investir le champ religieux et se sont arrogées le droit de participer à l'élaboration de la pensée religieuse et de critiquer les interprétations des textes religieux basées sur des présupposés androcentriques. Leur réflexion s'attache à faire de leur religion (quelle qu'elle soit) un message spirituel pour la paix et l'harmonie entre les êtres, alors que tant d'autres en font un catalyseur de la guerre.

*** Rendre à Dieu sa neutralité et son impartialité**

La représentation masculine de Dieu et l'appropriation par les hommes – blancs de surcroît – de son image ont placé dans une position d'infériorité la plus grande partie de l'humanité qui ne relève pas de ces deux caractéristiques. Cette masculinisation de Dieu a servi en outre une interprétation des textes religieux très discriminatoire vis-à-vis des femmes.

Afin de permettre d'exprimer la spiritualité en dehors des rapports de pouvoir, il faut engager non seulement une révision générale du langage – qui pose Dieu comme étant masculin –, mais aussi ouvrir le champ religieux aux multiples interprétations qui vont dans le sens de la promotion de la paix et l'égalité entre les sexes.

Il faut également promouvoir la recherche et la diffusion de l'information sur les sources religieuses alternatives, parmi lesquelles l'interprétation et la réflexion féministe. Il est intéressant à ce titre de souligner, entre autres, l'effort déjà effectué par de nombreuses femmes de pays sous lois musulmanes et leur contribution à la réinterprétation des textes religieux à la lumière de la pensée féministe (WLUM, 1998).

*** Faire de la pratique religieuse un choix personnel et privé avant tout**

La pratique religieuse et spirituelle doit être un choix personnel et rester dans la sphère privée. Même si pour beaucoup d'entre nous, par ses rites et traditions, elle constitue un ciment communautaire, elle ne doit en aucun cas s'ériger comme code moral et éthique unique, mais seulement comme l'un des moyens de partage et de pratique de la solidarité, de la non violence, de la réciprocité et de la méditation.

*** Education à la tolérance et promotion des valeurs progressistes de la religion**

Etant donné l'importance de la dimension religieuse dans la plupart des sociétés, il est essentiel de créer un cadre de concertation au sein duquel pourraient se rencontrer et s'exprimer les actrices et acteurs les plus concernées, religieux ou non. De tels cadres existent peu en dehors des lieux de culte ou au sein de comités souvent élitistes et exclusifs. Les citoyen-ne-s doivent être en mesure de s'approprier le débat sur les questions religieuses et construire de véritables écoles d'éducation à la tolérance et au dialogue dans le respect des droits de la personne.

*** Démonopoliser le débat et la gestion du religieux**

Mettre en place des mécanismes de veille au niveau national ou international qui préviendraient toute utilisation de la religion à des fins d'oppression et d'atteinte à la dignité et la vie des êtres humains. Il pourrait s'agir de réseaux ou groupes horizontaux constitués de croyant-e-s et non croyant-e-s, femmes et hommes en nombre égal (politiques, religieux, juristes, philosophes, défenseur-e-s des droits de la personne) qui agiraient comme des observatoires. De ces organismes pourraient émaner des propositions pour une nouvelle forme de gestion du religieux dans la société. Ils pourraient avoir pour missions :

- de s'assurer que la religion n'intervienne en aucun cas dans la gestion du pouvoir et de la cité ;
- de dénoncer et mettre hors la loi la violence exercée contre les femmes par les intégristes et la violence exercée en général par le biais de la religion ;

- d'encourager des groupes de recherche et la diffusion de travaux qui vont dans le sens de la déconstruction de mythes religieux fondateurs porteurs de discrimination et d'inégalités ;
- d'inciter les personnalités religieuses à favoriser le dialogue interreligieux et à empêcher l'utilisation de la religion comme une arme de guerre et de destruction ;
- d'évaluer toutes les vies humaines perdues à cause de la religion (guerres, exécutions et massacres, Sida en raison du non usage des préservatifs, etc.) afin de mettre en place des mécanismes juridiques ou autres destinés à rendre justice aux individus ayant été affectés par les violences commises au nom de la religion ;
- de pointer la contradiction entre la Déclaration des droits de l'homme et la religion institutionnalisée, puisque telle qu'elle est conçue aujourd'hui, celle-ci opprime les femmes en niant leur existence en tant qu'individues à part entière, tout comme les individus n'ayant pas la même confession ou n'en ayant pas du tout.
- de faire pression pour que les organismes internationaux tels que les Nations unies développent des mécanismes pour que les pays qui ont une contradiction entre leur constitution et leur religion institutionnalisée trouvent une solution pacifique à cette contradiction, notamment par la constitution de conseils de religieux/ses et citoyen-nes (la parité est particulièrement importante dans ce cadre) qui prendraient en considération l'évolution de la société et la nécessité de l'adapter aux changements.

Gouvernance : pour une gestion collective de la vie

Le vocabulaire n'est pas anodin, et quand un terme tel que celui de gouvernance reste confus pour la plupart des personnes qui le rencontrent, fussent-elles lettrées, il est nécessaire de s'interroger sur la raison de son émergence : pourquoi est-il apparu et quelle idéologie sert-il ? De fait, l'apparition de ce terme concorde avec la mise en place du nouvel ordre mondial et le positionnement de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international comme nouveaux lieux de pouvoir. Il s'agit d'une terminologie qui correspond à une idéologie bien particulière, faite de profit, de restrictions, d'ajustements structurels, et à l'augmentation de la mainmise des multinationales sur le monde. Le concept de gouvernance n'est donc pas un terme neutre, il vient encore renforcer un système très violent d'oppression et d'exploitation au niveau planétaire, dont les femmes sont les premières victimes, qui dépossède le champ politique local de tout pouvoir réel. On comprend dès lors la facilité relative avec laquelle l'accès des femmes à la sphère politique locale est à présent tolérée. Même si ce phénomène peut apparaître pour la plupart d'entre nous comme une avancée remarquable dans la reconnaissance de l'existence des femmes en tant qu'actrices politiques, il reflète néanmoins aussi un déplacement des centres de pouvoirs *extra muros*. Le concept de gouvernance sera donc abordé ici non pas au sens d'un mode de gestion et d'exploitation des ressources de la planète par des puissances économiques, mais comme une nouvelle façon de gérer l'interaction entre les êtres humains, et entre les êtres humains et leur environnement. Il est compris comme une pratique de démocratie participative et de transparence, de gestion collective de la vie de la cité. Pour les femmes, une gouvernance pour un monde plus responsable et solidaire implique des rapports égalitaires, non

hiérarchiques et la remise en question de la séparation entre le privé et le public.

Refuser cette séparation entre le privé et le public est un moyen de porter à la sphère publique, à la fois sur le plan politique et sur le plan symbolique, des questions et des acteurs/trices jusqu'à présent confiné-e-s dans la sphère privée. Une mère de la place de Mai disait à juste titre : "*Nous avons pu battre la dictature lorsque notre maternité est devenue une affaire publique*". En ce sens, toutes les questions relatives au travail reproductif (maternité, éducation des enfants...), par exemple, doivent être appréhendées non pas comme des cas à chaque fois individuels, mais comme faisant partie intégrante du fonctionnement de la société. Il s'agit donc d'intégrer cette conscience que les rapports sociaux de sexe sont des rapports historiquement constitués sur une base inégalitaire afin de se donner les moyens de les transformer.

L'autre facette d'une bonne gouvernance du point de vue des femmes est en effet l'instauration d'une égalité réelle. La mise en œuvre de la parité, comme en France, ou de quotas, comme en Argentine, ne peut répondre totalement à cette aspiration, car les femmes sont bien conscientes qu'il ne s'agit que de l'aménagement d'un petit espace et que la question se pose du sens qu'il y a à lutter pour être admises à occuper les mêmes postes que les hommes dans une société dont la structure repose sur la soumission des femmes ? La question de l'égalité, quand elle est comprise dans sa globalité, entraîne une refonte de tous les rapports sociaux. C'est pourquoi les femmes insistent, autant sur le plan privé que sur le plan public, sur la nécessité de mettre en place des rapports a-hiérarchiques et égalitaires entre tou-te-s les individu-es.

Il faut également considérer la sphère publique non pas comme le prolongement de la sphère privée actuelle, avec ce qu'elle implique de rapports inégalitaires, mais comme un nouvel espace qui serait à la fois une réalité matérielle et morale et dans lequel serait discuté un ensemble de valeurs et d'engagements partagés (Siebert, 1989). Cela signifie que dans la vie sociale, les fonctions reproductives et relatives aux soins du foyer retrouvent leur valeur en tant que création de vie. Dans la vie économique, que l'accent soit mis sur la qualité de la vie quotidienne et les relations interpersonnelles plutôt que sur l'augmentation de la production et des bénéfices. Dans la vie politique, qu'il y ait une culture de collaboration et partage visant à trouver des solutions communes à des problèmes collectifs. Dans la vie culturelle, la fin du monopole patriarcal et la valorisation de relations fondées sur le principe de réciprocité.

De tels changements peuvent entraîner des transformations profondes dans la manière de penser le monde. Enfin s'il est vrai que les femmes sont plus détachées des autorités, des institutions et des mythes de la culture de guerre, qu'elles sont bien plus motivées à les rejeter, cela ne veut pas dire que ce processus soit aisé : pour tous et toutes, il est lent et difficile. Il ne consiste pas simplement à faire changer le pouvoir de mains au profit des opprimé-e-s, à renverser la pyramide. Le changement, c'est de transformer la pyramide en une formation entièrement différente, dont il n'existe aucun modèle pré-constitué (Horvat, 1985).

*** Repenser le concept d'égalité pour établir les bases d'une démocratie réelle**

Comme le concept d'égalité a été d'abord défini à l'intérieur d'un groupe social particulier (celui des hommes, parfois même restreint aux hommes "non barbares" ou blancs selon les époques), les femmes proposent que le concept en soit réellement élargi à tous les êtres humains, en incluant tout individu indépendamment de sa classe, son sexe, son origine, son orientation sexuelle ou tout autre marqueur de différence. Ce nouveau concept d'égalité comprend obligatoirement l'égalité des droits sociaux et économiques. Il implique également la pratique de la démocratie participative comme principe de base de gouvernance et comme condition pour une redéfinition collective du pouvoir.

*** Mettre en place des relations non hiérarchiques et égalitaires. Changer la représentation du pouvoir**

Se changer soi-même pour changer la société semble être une démarche fondamentale dans le dépassement des dichotomies privé/public. Aussi, il est de notre responsabilité de mettre en application le principe d'horizontalité des rapports aussi bien dans le cadre familial qu'au niveau de la communauté.

Au niveau familial, les personnes engagées dans les mouvements sociaux doivent avant tout s'engager à changer les rapports sociaux de sexe dans lesquels elles sont impliquées dans leur vie personnelle. Loin d'être anecdotiques, le partage des tâches ménagères et la lutte contre les violences intra-familiales sont un enjeu essentiel pour permettre aux femmes d'avoir les moyens d'investir la sphère publique et de promouvoir un réel changement de mentalités.

La conception pyramidale et centralisée du pouvoir n'a fait que renforcer la compétition et l'abus de ce pouvoir. L'idée est partagée parmi les femmes que nul-le ne peut assumer seul-e une lourde responsabilité de pouvoir. Aussi proposent-elles la multiplication des lieux de décision et la gestion collective et paritaire des affaires concernant la société. Un système de rotation paritaire aux postes de responsabilité serait à même d'impliquer plus de citoyennes et de citoyens dans la vie politique et empêcherait le développement du culte de la personnalité.

*** Renforcer le système public et les mécanismes de responsabilité**

Le libre échange international est devenu la raison d'être de la grande majorité des Etats. Le rôle de l'Etat a été inversé. Son nouveau rôle consiste à présent à fournir aux transnationales des ressources naturelles, des services de base essentiels, des concessions, une protection des infrastructures et des brevets et de les protéger contre les revendications populaires en matière de droit du travail, de la santé, environnementaux et humains. Cela implique la restriction des services aux citoyens, l'imposition de l'austérité et un usage plus agressif de l'appareil législatif et de maintien de l'ordre pour préserver les intérêts de transnationales. L'Etat n'exerce plus le rôle de protecteur de l'intérêt public (Mies et Shiva, 1993).

Cette analyse est celle de nombreuses femmes habitantes de pays touchés par le nouvel ordre mondial et les politiques d'austérité. Mais, pour elles, le

changement de positionnement de l'Etat par rapport au citoyen n'engendre quasiment pas de changements : en tant que catégorie sociale dominée, elles n'étaient pas sous sa protection mais sous son contrôle, par le biais de lois souvent discriminatoires et de son refus d'intervenir dans la sphère privée, haut lieu de leur oppression.

Les femmes ne conçoivent l'Etat que dans une logique de service. Il doit permettre à tou-te-s d'améliorer leurs conditions de vie et de veiller à la fois à une répartition juste des richesses et à une protection des ressources. Des mécanismes décentralisés de veille citoyenne doivent être mis en place pour mettre un frein à toute démarche n'allant pas dans ce sens. Cela impliquerait également la mise en place de législations nationales et internationales qui permette aux citoyen-nes de :

- s'assurer que les partis politiques, les organisations religieuses et autres organisations sociales sensibilisent l'opinion et s'impliquent véritablement dans la construction d'une démocratie réelle basée sur le principe de l'égalité et du respect des droits humains ;
- contrôler que la priorité soit donnée à la justice sociale, l'éducation, la santé, et la paix, pour tous et toutes, notamment en modifiant les répartitions budgétaires ;
- mettre les protagonistes de la violence face à leurs responsabilités : faire cesser l'impunité et assurer aux victimes la reconnaissance de leurs droits ;
- contrôler les agissements de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, responsables notamment de l'appauvrissement des pays endettés ;
- demander des comptes et responsabiliser les multinationales qui opèrent chez eux en établissant des législations à compétence universelle qui permettraient de poursuivre en justice des entreprises qui violeraient les droits humains.

Document 5.

Tribunaux de femmes

En Asie

En 1986, quelques Asiatiques se réunissaient à Bangkok (Thaïlande) pour débattre des luttes féminines dans leurs pays. C'est à la suite de cette rencontre que fut créé le *Conseil des femmes asiatiques pour les droits humains (AWHRC)*. Ce réseau régional a développé plusieurs types d'activités, dont des "auditions publiques de témoins", qui méritent une attention spéciale et présentent un intérêt particulier pour ceux des militants des droits humains qui recherchent des moyens de "base" pour assurer la justice et la réparation des crimes commis contre les femmes.

C'est en 1993 que l'AWHRC a commencé à promouvoir ces auditions publiques, connues sous le nom de "tribunaux de femmes". Elles traitent d'une grande variété de questions relatives aux crimes contre les femmes dans la région Asie-Pacifique. Des groupes de femmes et un large public assistent à ces audiences, organisées dans diverses villes de la région. Elles donnent aux femmes qui ont été victimes de persécutions, discriminations et violences du fait de leur sexe, l'occasion de présenter leurs cas. En 1993-1995, sept tribunaux de femmes ont ainsi été réunis à Lahore (Pakistan), Tokyo (Japon), Bangalore (Inde), Le Caire (Egypte), Manille (Philippines), portant sur un ensemble de questions : violences contre les femmes, crimes de guerre et traite des femmes, crimes contre les femmes dalit et indigènes, conséquences sur les femmes des politiques démographiques, du modèle dominant de développement, du choix nucléaire. Le point culminant de ces initiatives a été l'audience publique mondiale qui s'est tenue pendant le forum des ONG lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, septembre 1995).

Les auditions publiques représentent une façon innovante de traiter la violation des droits humains à l'encontre des femmes. Plus encore, elles produisent des résultats assez impressionnants en ce qui concerne la prise de conscience des victimes et elles leur offrent un moyen d'exprimer leur douleur et leur colère et d'amorcer un processus de guérison. En exposant leurs cas, les victimes espèrent contribuer à rassembler une documentation et des données sur ce type de crimes. Une information qui voudrait aussi aider à développer des stratégies de dédommagement au niveau local, national, régional et international. Finalement, l'AWHRC souhaite que ces audiences publiques contribuent au changement structurel indispensable et fassent que la justice ne soit plus aveugle aux abus et violations spécifiques perpétrés contre les femmes. Par leur existence même, ces tribunaux de femmes démontrent que notre système judiciaire actuel traite les droits des femmes en tant que droits humains de façon inadéquate.

Dans le monde arabe

Avec la participation de femmes de 14 pays arabes (Irak, Palestine, Syrie, Liban, Tunisie, Egypte, Algérie, Jordanie, Yémen, Mauritanie, Maroc, Bahreïn, Koweït et Soudan), un Tribunal arabe de femmes, inspiré des exemples asiatiques, s'est tenu à Beyrouth du 28 au 30 juin 1995, à l'initiative d'une quinzaine d'organisations tunisiennes et libanaises. La raison d'avoir choisi ce type de

tribunal symbolique était la nature même des violences envers les femmes, une violence longtemps tenue sous silence, qui n'est jamais discutée, et encore moins dénoncée dans le cadre des systèmes judiciaires prévalant dans les pays arabes. Il s'agissait de sortir ces violences du cadre restreint des problèmes d'ordre personnel et domestique pour les porter à la conscience publique comme délits passibles de poursuite judiciaire et de sanction.

Afin de mettre en évidence les multiples formes de violence perpétrées contre les femmes, le programme du Tribunal cherchait à englober une large gamme d'aspects, de cas et de procédures. Le premier jour a été consacré à une analyse des racines culturelles de cette violence, ainsi qu'à une discussion des conventions internationales existantes sur ce thème et de l'attitude des pays arabes à leur égard. La seconde journée, sous la présidence d'un panel de juges composé de femmes de diverses origines, a été consacrée à l'audition de témoignages de victimes de la violence. Le troisième jour, plusieurs ateliers ont été organisés pour discuter de questions opérationnelles : comment unifier les efforts des femmes arabes dans ce domaine, comment renforcer les femmes afin qu'elles soient en mesure de s'affronter à la ségrégation de sexe. Le Tribunal a également élaboré une déclaration finale et émis une série de recommandations

Au Mexique

Début mars 2004 a eu lieu le premier "tribunal de conscience" sur la violation des droits humains des femmes à Juarez et Chihuahua (Mexique). Le lieu a été choisi en raison des 300 meurtres et les centaines de disparitions de femmes qui y ont été enregistrés ces dernières années, classés sans suite. Ce tribunal a été organisé par une vingtaine d'organisations mexicaines (féministes et plus largement démocratiques), soutenues par les Femmes en noir. Ce tribunal se voulait un "événement public symbolique, politiquement éthique et éducatif pour une justice alternative". En exposant des cas concrets, il s'agissait de "rendre visibles et dénoncer les discriminations que les femmes subissent dans de nombreux aspects de leur vie, de créer des espaces d'opinion publique, de construire et amplifier la convergence des propositions des différents acteurs, de renforcer les capacités des acteurs qui participent au processus, de renforcer les engagements des mouvements de femmes, de dénoncer des cas de violation de droits garantis internationalement...".

Source :

Asie : fiche de la base DPH (<http://www.webdph.net>) rédigée par Odile Albert d'après un article de Debby Leyh paru dans la revue *Connections* (Pays-Bas, mars 1996, n° 1).

Monde arabe : *Justice through the eyes of women. Court of women. Testimonies on violence against women in the Arab world. Beirut, Lebanon, 28-30 June 1995*, El Taller, Tunisie, 1995.

Vers un nouveau modèle économique (7)

Au cours du Forum des ONG accompagnant la conférence de Beijing sur les droits des femmes en 1995, puis cinq ans plus tard avec la Marche mondiale des femmes (Voir Document 6), les femmes du monde entier ont débattu la nécessité d'une remise en question profonde du modèle de croissance du marché mondial industriel et de ce qui est présenté comme son corollaire, le développement. A la lumière de l'expérience des habitantes des pays pauvres, elles ont plus généralement critiqué l'ordre économique patriarcal actuel. Les mesures de la Banque mondiale, les plans d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, les politiques de l'OMC, etc., appauvrissent la très grande majorité des habitants de la planète, et plus particulièrement les femmes. En outre, elles ont dénoncé les liens entre la croissance économique capitaliste et la destruction de l'environnement, la paupérisation et la montée de la violence envers les femmes.

Les femmes venues des pays pauvres ont également interpellé les femmes des classes moyennes des pays riches sur leur manière de se battre et sur leurs revendications, qui participent bon gré mal gré au maintien et au renforcement de cette économie destructrice. Issues de pays qui subissent l'exploitation des pays riches, elles sont en effet bien plus conscientes des limites de revendications telles que l'égalité de salaire, la création de structures de garde d'enfants ou l'arrêt du harcèlement sexuel au travail (toutes légitimes soient-elles) dans le contexte économique mondial actuel, dont les fondements mêmes sont à contester.

Les efforts faits par les femmes, dans tous les pays du monde, pour participer à l'activité économique exigent d'elles une totale acceptation des règles déjà fixées par un monde masculin. Combien de femmes se sont vues refuser des contrats de travail parce qu'en âge de procréer ou sous prétexte d'un risque d'absentéisme dû à leur "fragilité biologique" ? Combien d'entreprises ont privilégié des candidatures masculines ou imposé aux femmes un engagement à ne pas tomber enceintes durant la période de leur recrutement ? Combien de femmes ont vu leur projet professionnel considérablement ralentir en raison de l'impossibilité de concilier travail et charges familiales ? Même si les caractéristiques relatives à la reproduction constituent une dimension non négligeable de l'identité civile féminine, ces questions pourtant vitales sont habilement éludées dans la sphère publique masculinisée et le rapport social entre les sexes tend à disparaître derrière d'autres formes d'inégalités, jugées prioritaires.

Cela fait plusieurs dizaines d'années que se développe dans le mouvement des femmes la conscience de la nocivité d'un modèle de croissance économique qui permet à quelques uns une domination absolue sur l'ensemble de la planète et des êtres vivants ; la conscience aussi que c'est à ce niveau que se situe le véritable pouvoir, et donc le lieu principal de la mise en œuvre de l'oppression et de la violence envers les femmes.

Cette conscience, aiguisée par l'urgence de sauver, protéger et partager les ressources, pousse les femmes à mettre en place d'autres formes d'économie, en mettant l'accent sur le niveau local, qui permet de rester intégré-e-s à un cycle biologique auquel tout être vivant appartient. Leurs initiatives sont très nombreuses et variées qui cherchent à aller dans le sens d'un partage des

décisions, des tâches et des outils, plutôt que dans celui de la hiérarchisation, de la concurrence, du productivisme et de l'exploitation (Voir la seconde partie de ce cahier). Elles sont souvent qualifiées d'anti-économiques parce qu'elles ont pour but de recentrer l'économie sur les personnes et les liens sociaux, "en proposant la revalorisation de la gratuité, de la convivialité, de l'activité non monétaire et du temps non productif, ainsi que la répartition des richesses, en privilégiant les activités productrices de liens sociaux plutôt que les activités spéculatrices et financières" (Synthèse de la réunion internationale de Vendôme, août 2001).

D'autre part, le mouvement des femmes entend forcer le monde politique et le monde intellectuel à reconnaître comme travail (et qui plus est, travail exploité) le travail ménager des femmes (Delphy, 2001). Rappelons que près de 70% du travail accompli par les femmes sur cette planète est non rémunéré : approvisionnement, éducation et relations sociales, foyer, jardinage et travaux des champs. Depuis une trentaine d'années, de très nombreux groupes de femmes luttent pour la reconnaissance de ce travail domestique, qui est effectué dans les familles par les femmes seulement (les études montrent qu'en quelques dizaines d'années, les changements dans le partage des tâches ménagères à l'intérieur des familles européennes sont restés insignifiants). Si les stratégies diffèrent, toutes cherchent à rendre ce travail visible et à lui rendre sa valeur en tant qu'essence des relations humaines d'attention, de solidarité, de communication, vers l'autre et à le faire partager.

Document 6.

La marche mondiale des femmes

La Marche mondiale des femmes est une initiative de la Fédération des femmes du Québec qui a vite recueilli l'adhésion de près de 6000 groupes de femmes de 161 pays du monde.

Au cours de l'année 2000 ont été menées une série d'actions nationales et de mobilisations mondiales qui ont culminé le 17 octobre 2000 avec des grandes marches dans différents pays du monde, dont une marche devant les institutions financières internationales à Washington et une à New York devant les Nations unies. Reçues par Louise Fréchette, vice-secrétaire générale des Nations Unies, les représentantes des Coordinations nationales de la Marche lui ont officiellement remis les 5084546 signatures recueillies aux quatre coins du monde pour exiger que les Nations unies prennent des mesures concrètes pour "éliminer la pauvreté et assurer un partage équitable de la richesse mondiale entre les riches et les pauvres et entre les femmes et les hommes, et pour éliminer la violence faite aux femmes et assurer l'égalité entre les femmes et les hommes".

Compte tenu du fait que les gouvernements nationaux, les Nations unies et les institutions financières internationales ont opposé un silence quasi complet à ces revendications, et devant l'augmentation constante de la pauvreté et de la violence envers les femmes, il a été décidé, lors de la IIIe Rencontre internationale tenue en octobre 2001 à Montréal, Québec, Canada, de poursuivre la Marche mondiale des femmes.

Objectifs de la Marche mondiale des femmes

- 1) Renforcer et maintenir un vaste mouvement de solidarité des groupes de femmes de la base de façon à ce que la Marche constitue un geste d'affirmation des femmes du monde.
- 2) Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes, et entre les peuples.
- 3) Soutenir un vaste processus d'éducation populaire où toutes les femmes peuvent analyser par elles-mêmes et pour elles-mêmes les causes de leur oppression et les alternatives possibles.
- 4) Mettre de l'avant les revendications et les alternatives communes aux mouvements des femmes du monde, sur les plans local, national, régional et international, autour des thèmes de la pauvreté et de la violence envers les femmes.
- 5) a) Exercer des pressions politiques sur les gouvernements et les institutions politiques multilatérales (par ex. ONU) pour qu'ils effectuent les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde, et qu'ils poursuivent une politique de désarmement et de résolution pacifique des conflits.
b) Remettre en cause les institutions internationales financières, économiques et militaires (FMI, Otan, OMC, BM, etc.) qui appauvrissent et marginalisent les femmes, et accroissent la violence à leur égard, et travailler à des propositions institutionnelles alternatives.

6) Amener la population en général, les autres secteurs de la société et les mouvements sociaux à soutenir et à effectuer les changements qui s'imposent pour améliorer les conditions et la qualité de vie des femmes du monde.

Cahiers de Revendications (extraits)

Éliminer la pauvreté

P1. La mise en place par tous les États d'une loi-cadre et de stratégies visant l'élimination de la pauvreté.

P2. L'application urgente de mesures comme : la taxe Tobin ; l'investissement de 0,7 % du produit national brut des pays riches dans l'aide aux pays en voie de développement ; le financement adéquat et la démocratisation des programmes des Nations Unies essentiels à la défense des droits fondamentaux des femmes et des enfants ; la fin des programmes d'ajustements structurels ; la fin des compressions et coupures dans les budgets sociaux et les services publics ; le rejet du projet d'Accord multilatéral sur les investissements (AMI).

P3. L'annulation de la dette de tous les pays du tiers-monde en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence de l'information et d'imputabilité.

P4. L'application de la formule 20/20 entre pays donateurs et pays récepteurs de l'aide internationale (20 % de l'argent versé par les pays donateurs doit être dédié au développement social et 20 % des dépenses de l'État qui reçoit des dons doit être consacré aux programmes sociaux).

P5. Une organisation politique mondiale, non monolithique, ayant autorité sur l'économie, avec une représentativité égalitaire et démocratique entre tous les pays de la terre et avec une représentativité paritaire entre les femmes et les hommes.

P6. Que soient levés les embargos et les blocus décrétés par les grandes puissances à l'égard de plusieurs pays et qui affectent principalement les femmes et les enfants.

Éliminer la violence faite aux femmes

V1. Que les gouvernements qui se réclament des droits humains condamnent tout pouvoir politique, religieux, économique ou culturel qui exerce un contrôle sur la vie des femmes et des fillettes.

V2. Que les États reconnaissent dans leurs lois et actions que toutes les formes de violence à l'égard des femmes sont des violations des droits humains fondamentaux et ne peuvent être justifiées par aucune coutume, religion, pratique culturelle ou pouvoir politique.

V3. Que les États mettent en œuvre des plans d'action, des programmes et des projets efficaces assortis des ressources financières et des moyens adéquats pour mettre fin aux violences faites aux femmes.

V4. Que l'ONU fasse de véritables pressions pour que tous les États ratifient sans réserve et appliquent les conventions et les pactes relatifs aux droits des femmes et des enfants.

V5. Que soient adoptés dans les plus brefs délais des protocoles et des mécanismes de mise en œuvre à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et à la Convention sur les droits de l'enfant.

V6 .Que la Convention de 1949 pour la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui soit assortie d'un mécanisme d'application...

V7. Que les États reconnaissent la juridiction de la Cour criminelle internationale et souscrivent aux dispositions selon lesquelles notamment les viols et les agressions sexuelles constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

V8. Que tous les États mettent en œuvre des politiques de désarmement autant en ce qui a trait aux armes classiques qu'aux armes nucléaires et biologiques.

V9. Que soit adoptée dans les plus brefs délais la possibilité du droit d'asile pour les femmes victimes de discrimination et de persécutions sexistes et/ou de violences sexuelles.

V10. Que l'ONU et la communauté internationale reconnaissent formellement, au nom de l'égalité de toutes les personnes, que l'orientation sexuelle ne doit priver personne du plein exercice de leurs droits.

V11. Que soit adoptée dans les plus brefs délais la possibilité du droit d'asile pour les personnes victimes de discrimination et de persécution en raison de leur orientation sexuelle.

Les 17 revendications mondiales peuvent être consultées sur le site de la Marche mondiale des femmes :

<http://www.ffq.qc.ca/marche2000/fr/cahier/liste.html>

*** Remettre en question la conception actuelle du développement, mettre en place d'autres indicateurs**

Les femmes sont de plus en plus critiques quant au "développement" moderne et à l'intégration des économies dans le marché mondial, qui conduisent à l'accroissement des destructions écologiques, des inégalités et de la pauvreté, dont les premières victimes seront les femmes et les enfants. Vandana Shiva donne l'exemple des zones indiennes de la "révolution verte" comme le Punjab, où la nouvelle prospérité s'est accompagnée d'une augmentation des meurtres de femmes pour non paiement de la dot, ou des fœticides féminins après anniocentèse.

Le seul développement valable n'est donc pas celui d'une poursuite de la "croissance pour tous" qui, si l'on considère les conséquences écologiques de l'universalisation du système de production industriel à l'ensemble de la planète, est impossible et suicidaire, mais bien celui d'une réintégration des êtres humains dans la nature dont ils font partie.

C'est pourquoi les femmes proposent que les indicateurs de développement incluent le statut des femmes et des enfants, ainsi que l'état de l'environnement. Les indicateurs actuels, qui ne rendent aucun compte de la protection de la planète et de tou-te-s ses habitant-e-s, ne peuvent servir de référence.

*** Obtenir la responsabilisation des grandes unités économiques et entreprendre de les réduire**

Le développement des grandes structures de production a accentué de façon spectaculaire la vulnérabilité des tous les êtres humains, et plus particulièrement des femmes, qui ont été dépossédé-e-s non seulement de leur savoir-faire, mais aussi des liens qu'elles/ils tissaient entre leur production et leur consommation.

C'est pourquoi les femmes proposent en un premier temps la responsabilisation des grandes unités de production :

- les bénéfices des compagnies transnationales doivent être déclarés de façon transparente, et partagés avec les travailleurs/euses et les sociétés dans lesquelles elles opèrent, sous forme de financement de l'éducation et des services de santé ;

et surtout leur transformation ou arrêt :

- la durabilité écologique, l'autonomie, et la priorité mise sur les besoins des femmes et des enfants requièrent des unités économiques beaucoup plus petites et décentralisées. Le fait de pouvoir synchroniser la production avec les besoins de consommation permettrait aussi une participation authentique des gens aux décisions de production.

*** Rendre sa valeur à ce qui est jusqu'à présent le travail principal des femmes, que ce soit les activités non marchandes ou l'économie de subsistance**

Pour les femmes, le but de l'activité économique n'est pas de produire toujours plus de marchandises et d'argent pour un marché anonyme, mais la création et la re-création de la vie, c'est-à-dire la satisfaction de besoins humains fondamentaux. Il s'agit de remettre la vie au centre de l'économie et accorder la plus grande valeur à tout ce qui touche à son entretien. En cela, l'apport des femmes et de leur travail quotidien, invisible et extrêmement diversifié au sein des familles et des relations sociales apparaît inestimable.

Il est également très important de maintenir et encourager l'économie traditionnelle (artisanat, agriculture), qui est l'économie des femmes.

*** Taxer les transactions financières pour l'aide aux citoyen-ne-s**

Parmi les mesures préconisées par la Marche mondiale des femmes figure la Taxe Tobin. Les femmes qui mènent une réflexion sur l'utilisation et la gestion du produit (futur) de cette taxe soulignent qu'il faut prendre en compte la dimension féminine de la pauvreté, de l'analphabétisme, des manques de soins, de la précarité et des migrations de main-d'œuvre. Elles proposent donc que :

- l'organisme gérant l'attribution du fonds ait une représentation paritaire hommes/femmes ;
- les femmes aient un accès prioritaire à ce fonds, compte tenu du fait qu'elles représentent 70% des pauvres de la planète.

*** Lutter contre la commercialisation du corps des femmes**

De nombreuses études économiques montrent que les femmes sont les principales victimes de la mondialisation, et l'exemple extrême de leur exploitation en tant que femmes dans le système capitaliste patriarcal est sans doute la commercialisation de leurs corps. La mondialisation libérale a encore accéléré le phénomène de traite des femmes à travers le monde, avec la complaisance et la complicité de la plupart des gouvernants. L'ONU estime que 4 millions de femmes et de jeunes filles sont achetées et vendues chaque année et que la prostitution mondiale génère un chiffre d'affaire annuel compris entre 5 et 7 milliards de dollars US (Loncle, 2001). Il va sans dire que ces femmes subissent les pires humiliations et violences physiques de la part de leurs vendeurs et de leurs clients.

La prostitution est une grave violation des droits de la personne et le corps humain est inaliénable. Il est urgent de mettre en place des mécanismes juridiques coordonnés entre les différents Etats afin de démanteler les réseaux de trafiquants et de mettre fin à cette nouvelle forme d'esclavage. En même temps, cela requiert d'instaurer une égalité réelle entre les citoyens et citoyennes et de promouvoir une éducation au respect et à la connaissance de l'autre. Cela devrait enfin impliquer toute une réflexion et un engagement pour lutter contre la paupérisation des femmes, et donc pour remettre en question profondément le système actuel de croissance.

* Etablir de nouvelles perspectives

Les nouvelles formes d'activité économique que de nombreuses femmes aimeraient voir mises en œuvre et que certaines mettent déjà en œuvre – seules ou avec des hommes – reposent sur de nouveaux rapports :

* *à la nature* : la nature est respectée dans sa richesse et sa diversité, à la fois pour sa propre sauvegarde et comme condition de la survie de toutes les créatures de cette planète. L'interaction humaine avec la nature est basée sur le respect et la réciprocité. La domination de l'homme sur la nature est remplacée par la reconnaissance que les humains font partie de la nature.

* *entre personnes* : comme la domination de la nature par l'homme est liée à sa domination des femmes et des autres êtres humains, un rapport différent et non exploiteur à la nature ne peut être installé sans changer les rapports humains, en particulier entre femmes et hommes. Ceci implique un changement non seulement dans les diverses divisions du travail (division sexuelle, manuelle/intellectuelle et urbaine/rurale, etc.), mais aussi et principalement la substitution aux rapports monétaires et marchands de principes tels que la réciprocité, l'aide mutuelle, la solidarité, la confiance, le partage, l'attention à l'autre, le respect de l'individu, le développement de toutes les facultés de chacun-e et la responsabilité vis-à-vis de l'ensemble" (Mies et Shiva, 1993).

Ainsi se dessinerait une autre forme d'économie, appelée par les unes "perspective de subsistance" (Mies), par les autres "perspective de survie"(Shiva) ou parfois "redistribution", une économie hors de la croissance, hors du profit et de la violence qu'il engendre.

Pour de nouvelles pratiques scientifiques

Une série de recherches menées par des femmes sur l'histoire de la science moderne montrent que les idéaux en vigueur de neutralité, d'objectivité, de rationalité et d'universalité de la science incorporent en fait souvent la vision du monde des individus qui ont créé cette science : des hommes mâles occidentaux, membres des classes dominantes (Hirata, Laborie, Le Doaré, et Senotier, 2000). Ces différentes analyses soulignent que les sciences – qu'elles soient humaines, exactes, sociales, naturelles, physiques ou autres – ont construit leurs bases théoriques sur la vision duelle et hiérarchique d'une séparation entre l'humain et la nature. Du côté de l'humain : l'homme blanc, du côté de la nature et du sauvage : les femmes et les non blancs. L'humain par excellence, l'homme blanc, a le droit de régner sur toute la "nature" et de promouvoir sa création : la "culture".

Les sciences naturelles modernes, et en particulier la mécanique et la physique, sont basées surtout sur la destruction et la subordination de la nature en tant qu'organisme vivant –de fait conçu comme féminin –, et à la fin de ce processus, la nature n'est plus considérée que comme matière brute morte, disséquée en ses plus petits éléments et ensuite recombinaison par le grand ingénieur (blanc) en de nouvelles machines qui obéissent totalement à sa volonté (Merchant, 1983).

Dans la sphère de la reproduction, cette dissection, ce principe de "diviser pour régner", commencent en divisant la femme enceinte entre la "mère" et "l'embryon". La symbiose entre une femme enceinte et son embryon - la relation vivante qui préserve la vie de chacun d'eux - est rompue symboliquement mais aussi réellement par les nouvelles technologies de reproduction (Shiva et Mies, 1993). En 1985, lors du congrès de Bonn organisé par le Réseau féministe international de résistance au génie génétique et reproductif, "Les femmes contre les technologies reproductives et génétiques" (8), les participantes étaient arrivées à la conclusion que l'objectif des nouvelles technologies de reproduction n'étaient pas d'aider les individu-e-s infertiles, mais plutôt de promouvoir une nouvelle industrie de reproduction destinée à surmonter les problèmes de croissance du capitalisme industriel. On découvre dans le corps féminin, avec son pouvoir génératif, un nouveau champ "d'investissement" (Shiva et Mies, 1993). C'est à partir de cette lecture extrêmement critique de la science moderne que les femmes proposent de revoir entièrement non seulement le rôle de la science, mais aussi sa définition.

*** Responsabiliser la science au regard de l'ensemble de la biosphère**

Les critiques que les femmes ont porté à la science - redoublées depuis Tchernobyl - ont clairement montré que les sciences et les technologies actuelles sont fondamentalement des sciences et des technologies militaires, bien au-delà de la seule fabrication de bombes et de fusées. Prendre au sérieux nos responsabilités vis-à-vis de la vie des femmes, des enfants, du futur de la planète et de notre propre dignité humaine, c'est affirmer clairement que cette science là est irresponsable, amoral.

Une nouvelle science devrait enfin se montrer responsable envers l'ensemble de la société, aussi bien dans ses méthodes et ses théories que dans l'application de ses résultats. Cette nouvelle responsabilité serait fondée sur le fait que la Terre et ses ressources sont limitées, que la vie humaine est limitée, que le temps est limité. Dans un univers limité, il ne peut y avoir de progrès infini, de recherche infinie, de croissance infinie à moins d'exploiter les autres.

*** Réintégrer le laboratoire au reste de la vie : considérer les aspects éthiques avant et au sein même du processus de la recherche, créer des institutions de contrôle**

Depuis Bacon et Descartes, les scientifiques ont constamment dissimulé la relation impure entre la connaissance et la violence ou la force (sous la forme du pouvoir étatique ou militaire, par exemple) en définissant la science comme une sphère de pure recherche de la vérité. Selon les femmes, la séparation entre politique et science n'existe pas et n'a jamais existé. Les scientifiques qui veulent satisfaire leur impulsion irrésistible de recherche de la vérité et de la connaissance ne peuvent le faire que si cette recherche fondamentale est subventionnée. Et elle ne l'est que si elle répond à des intérêts militaristes, politiques ou économiques (Mies et Shiva, 1993). Comme il n'y a pas de recherche pure, il n'y a pas de recherche "au-dessus" de l'univers humain.

Cependant, à cause d'une conception de la science comme "neutre" et relevant des "faits" plutôt que des "valeurs", la morale n'a pas de place dans les laboratoires de biotechnologie. La question de l'éthique ne surgit qu'en dehors du laboratoire, quand il est trop tard. Il est nécessaire de considérer les processus scientifiques comme faisant partie d'un processus de vie global, et donc de prendre en compte les aspects éthiques avant et au sein même de la recherche, le principe de base étant que la recherche doit être au service des habitants de la planète, et non pas spolier les un-e-s au profit des autres.

Dans le même ordre d'idées, il est nécessaire de créer des institutions de responsabilisation et de contrôle social, sans lesquels une petite partie de la société s'arrogera le monopole de la connaissance et des profits liés à la révolution biologique, et le reste de la société en sera non seulement exclu, mais aussi forcé d'en supporter les coûts écologiques, politiques et économiques.

*** Rechercher des interconnexions et revaloriser les systèmes écologiques, les symbioses biologiques et sociales**

Avec les nouvelles technologies de reproduction, la femme n'est plus un être unique et entier, mais une série d'objets qui peuvent être isolés, examinés, recombinaison, vendus, loués ou simplement jetés, comme les ovules qui ne servent plus. Cela veut dire que l'intégrité de la femme comme personne humaine, comme individu, comme être intégral et indivisible est détruite.

L'exemple des technologies reproductives a clarifié une chose pour de très nombreuses femmes : il est nécessaire de s'opposer à la croissance des vivisections dans les relations vivantes et de comprendre les symbioses non pas en tant que dépendance étouffante, mais en tant qu'interdépendance nécessaire à l'équilibre de tout être vivant.

*** Développer de nouvelles approches scientifiques intégrant et respectant les connaissances anciennes, empiriques**

Les promoteurs de la science moderne ont occulté - voir éradiqué du champ de la connaissance - toute forme de savoir qui pouvait mettre leur pouvoir en danger, sous prétexte d'irrationalité. Aujourd'hui encore, ce processus d'éradication ou d'occultation des savoirs continue, que ce soit le savoir des femmes quant à leur propre corps ou encore celui des paysannes et paysans quant à la conservation des semences ou à l'utilisation médicales des plantes.

Pour les femmes, il est urgent de développer de nouvelles approches scientifiques qui intègrent les sagesses, connaissances et traditions de survie anciennes aux connaissances modernes et utilisent les aptitudes physiques, intellectuelles et intuitives de chacun-e. Ainsi nos sens, par exemple, doivent être réhabilités comme source de connaissance, afin de pouvoir encore être nos guides dans la réalité et non pas simplement des organes devenus désuets parce qu'ils sont remplacés par des machines.

L'intégration dans la biosphère

De nombreuses études récentes ont mis en lumière le fait non seulement que les femmes (en particulier les plus pauvres d'entre elles) et les enfants sont les principales victimes de la dégradation de l'environnement, mais aussi qu'elles sont les plus engagées dans les mouvements de protection et de conservation de la nature. Si beaucoup reconnaissent le rôle des femmes dans la sauvegarde de l'environnement, peu de voix ont mis l'accent sur le fait que ces mouvements de femmes de base critiquent aussi, implicitement et explicitement, le paradigme dominant de développement, patriarcal et capitaliste, orienté vers le profit et la croissance, et qu'ils préconisent une nouvelle alternative de subsistance (Mies et Shiva, 1993). Nombreuses sont celles qui ont remis en question la démarche positiviste et dénoncé une indifférence quasi-institutionnalisée à l'égard des priorités des femmes en matière de technologie, en matière de sélection végétale dans le cas de la diversité agricole, et en matière d'accès aux ressources naturelles et à la terre.

*** Revaloriser le rôle des femmes dans la conservation de la biodiversité**

La biodiversité est un tissu de relation qui assure l'équilibre et la permanence : elle implique la coexistence et l'interdépendance des ressources, de leurs usages et de leurs utilisateurs/trices. Dans la plupart des cultures, les femmes ont été les gardiennes de la biodiversité depuis des temps immémoriaux. Elles produisent, reproduisent, consomment et conservent la biodiversité en agriculture. Cependant, comme c'est le cas pour d'autres aspects du travail et du savoir des femmes, on a assimilé leur rôle dans le développement et la conservation de la biodiversité à du non-travail. On a défini leur travail et leurs capacités comme naturels (donc sans valeur dans un contexte de culture marchande patriarcale), alors qu'ils sont basés sur des pratiques culturelles et des savoirs élaborés.

Leurs connaissances et leurs compétences en matière de biodiversité doivent être respectées, revalorisées pour être mises à la base de toutes les stratégies d'amélioration des récoltes, et être transmises dans un cadre éducatif comme tout savoir.

*** Fermer les centrales nucléaires, abandonner les technologies ne servant pas l'intérêt de l'ensemble de la planète**

En ce début de XXI^e siècle, il devient évident que nos systèmes scientifiques sont totalement inadéquats pour combattre ou éliminer les risques – présents ou potentiels – auxquels sont exposés la Terre et ses habitants. L'artificialisation du monde s'étend à travers les organismes génétiquement modifiés. Avec les nouvelles biotechnologies, le risque d'une guerre biologique s'ajoute à celui, déjà ancien, de la guerre nucléaire.

Les systèmes en place voudraient maintenir le silence sur ces risques, mais, en tant que mères, les femmes ne peuvent ignorer les dangers qui menacent leurs enfants. Après la catastrophe de Tchernobyl, ce sont les femmes qui ont dû garder les jeunes enfants à l'intérieur, les occuper, les apaiser. Les défenseurs de la technologie nucléaire, responsables du désastre, se sont contentés de

lancer des messages d'apaisement dans les médias, sans avoir à s'occuper des enfants, tâche incombant aux femmes (Voir Document 2).

Dans les mois qui ont suivi Tchernobyl, partout sont nés spontanément des groupes comme "Femmes contre le pouvoir atomique", "Mères contre l'énergie nucléaire", "Parents contre l'énergie nucléaire" qui demandaient l'arrêt de cette technologie de guerre contre la nature (Mies et Shiva, 1993). Pour elles, il est urgent de mettre fin à cette guerre contre la nature en abandonnant les technologies de destruction (nucléaire, génétique, de reproduction...) qui se fondent sur sa dissection, il est temps que la nature ne soit plus considérée ni traitée comme une ennemie, mais comme une entité vivante dont les êtres humains sont partie intégrante.

*** Renverser la logique qui considère les femmes comme des subordonnées parce qu'elles créent la vie et les hommes comme supérieurs parce qu'ils la détruisent**

Il s'agit de considérer la création de la vie, et non sa destruction, comme une tâche vraiment humaine et de considérer l'essence de l'humanité comme la capacité de reconnaître, respecter et protéger le droit à la vie. Ce sont les femmes qui assurent la subsistance de la famille et de la communauté, qui jouent un rôle moteur dans la réduction de la production des déchets et le renouvellement des ressources. En revanche, elles ne sont pas associées à l'élaboration des politiques ou aux prises de décision concernant la conservation et à la gestion des ressources naturelles.

*** Développer des activités qui retissent les fils de la vie**

Au Nord et au Sud, dans des régions polluées, érodées écologiquement, les femmes tentent de trouver des solutions à la crise. Elles essaient de retisser les fils qui connectent leur vie à celle de leurs enfants et de la planète. Dans leur optique, un développement durable est impossible sans justice environnementale, et une justice environnementale est impossible sans justice entre les sexes et les générations.

Entre mille exemples, les femmes Chipko de l'Himalaya (9), qui se sont organisées pour résister contre la destruction de l'environnement consécutive à l'exploitation de la forêt de leur région, démontrent la profondeur et la richesse potentielles de cet engagement.

Document 7. ***Ecoféminisme***

L'écoféminisme est né de différents mouvements féministes, pacifistes et écologistes durant les années 70 et 80. Le terme, qui a été utilisé pour la première fois par Françoise d'Eaubonne, s'est maintenant largement répandu dans le cadre de nombreuses actions contre la dégradation de l'environnement.

Dans le livre qui porte ce titre, dont la version française a été publiée en 1993, Maria Mies et Vandana Shiva en reprennent la définition par Ynestra King : "l'écoféminisme traite des relations et de la complémentarité entre théorie et pratique. Il affirme que chaque être vivant a sa propre force et intégrité. Pour nous, le *snail darter* (petit poisson de la famille des Cyclopridae) doit être pris en considération au même titre que le besoin en eau d'une communauté, les marsouins au même titre que l'envie humaine de consommer du thon, et au même titre que Skylab et des créatures sur lesquelles il celui-ci risque de retomber. Nous constituons un mouvement identifié comme féministe et nous croyons que nous avons une tâche spécifique à accomplir en ces temps périlleux. Nous voyons dans la dévastation de la Terre et de ses êtres par la guerre économique et dans la menace d'annihilation nucléaire par la guerre tout court des problèmes féministes. La même mentalité masculine à l'origine de ces fléaux veut nous aliéner de notre propre corps et de notre propre sexualité et repose sur de multiples systèmes de gouvernement et de domination pour arriver à ses fins".

De même que les femmes redécouvrent, à travers les différents mouvements écologistes, pacifistes et féministes, et surtout à travers ceux qui traitent de la santé, que tout est interdépendant et interconnecté, de même elles redécouvrent ce qu'il faut bien appeler la dimension spirituelle de la vie : la conscience de cette interconnexion a parfois été appelée spiritualité. L'esprit est inhérent à tout, écrivent Vandana Shiva et Maria Mies, "et en particulier à notre expérience sensuelle, parce que, mêmes avec notre corps, nous ne pouvons pas séparer le matériel du spirituel. Le spirituel c'est l'amour sans lequel aucune vie ne peut s'épanouir, c'est cette magie contenue dans tout".

La pertinence écologique de cette insistance sur la spiritualité repose sur la redécouverte du caractère sacré de la vie : la vie sur terre ne peut être préservée que si les gens recommencent à percevoir toutes les formes de vie comme sacrées et les respectent en tant que telles. Cette qualité n'est pas localisée dans une déité d'un autre monde, dans une transcendance, mais dans la vie de tous les jours, dans notre travail, dans les objets qui nous entourent, dans notre immanence.

L'écoféminisme comme une perspective qui émane des nécessités fondamentales de la vie, ce que Maria Mies et Vandana Shiva appellent la perspective de la "subsistance", c'est-à-dire le travail quotidien de la vie, de la reproduction de la vie. Pour elles, les femmes sont plus proches de cette perspective que les hommes, et les femmes du Sud qui travaillent et vivent en luttant pour leur survie immédiate, plus proches que les femmes des classes moyennes urbaines du Nord. Cependant, toutes les femmes et les hommes ont un corps qui est directement affecté par les destructions du système

industriel. C'est pourquoi toutes les femmes, et finalement aussi tous les hommes, ont une base matérielle qui leur permet d'analyser et de changer ce processus.

C'est à partir de cette perspective de subsistance que peuvent être abordés les problèmes auxquels nous sommes confrontés si nous voulons préserver la vie sur cette planète : la question de notre concept de connaissance, la science et la technologie, la question de la pauvreté et du développement, la question de l'industrialisation de toutes les formes de vie, la recherche de l'identité et des racines, la recherche de la liberté et de l'autodétermination au sein d'un globe limité.

Source :

Maria Mies et Vandana Shiva, *Ecoféminisme*, Paris, L'Harmattan, 1993

Seconde partie

Femmes et économie

Constats et diagnostic

Les femmes vivent, travaillent et produisent dans des conditions et des contextes fort variés. Cependant, il semble y avoir unanimité entre elles sur la reconnaissance de problèmes fondamentaux et sur la nécessité de transformer les pratiques et les théories économiques. L'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que l'inclusion de la valeur "solidarité" dans les rapports et les structures économiques sont des objectifs qui font consensus. L'autonomie économique, la capacité d'expression et la liberté sont également au cœur des aspirations personnelles et collectives exprimées par les femmes.

Le terme "égalité" recouvre des réalités diverses selon les contextes. Toutefois, les femmes qui revendiquent l'égalité de droits et la possibilité réelle d'exercer ces droits s'appuient toujours sur une vision d'elles-mêmes comme sujets de leur propre vie et comme "actrices" sociales, politiques et économiques au sein des sociétés où elles vivent. Elles revendiquent alors d'être considérées comme des personnes et des citoyennes à part entière. La valeur "solidarité" n'est pas une panacée, les femmes connaissant de longue date la puissance et les limites de l'expression de la solidarité dans les rapports humains. Elles y trouvent cependant une valeur fondamentale pour renouveler les rapports économiques entre les humains.

La position spécifique des femmes dans la société

Une grande majorité de femmes sur cette planète sont responsables de la reproduction humaine, du maintien de la vie et des soins aux personnes. Les initiatives et les efforts d'insertion des femmes dans l'économie, "dominante" ou non, sont en grande partie influencés par l'urgence de protéger la vie et celle d'assurer l'accès aux biens et services essentiels pour elles-mêmes et pour leur famille. Les femmes sont également motivées par l'urgence de combler le fossé grandissant entre d'une part leurs besoins fondamentaux et aspirations et d'autre part leurs conditions de vie. Les femmes, et dans de nombreux pays les filles, poursuivent leurs aspirations dans une vie quotidienne asservie à des activités "contraintes". Chaque jour, les longues heures qu'elles consacrent au travail (rémunéré, non-rémunéré, domestique, communautaire, temps de formation, etc.) ne suffisent pas pour tout accomplir. Si certaines d'entre elles améliorent parfois leur condition, plusieurs ne réussissent pas à sortir de leur état de pauvreté et même d'indigence (matérielle, sociale, culturelle).

La surreprésentation des femmes parmi les plus démunis, les pauvres et les "sans-voix politique" persiste partout dans le monde. En dépit d'années d'efforts organisés, notamment l'Année internationale des femmes en 1975, la conférence de Beijing en 1995 et la conférence de suivi en 2000 (Beijing+5), la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, les écarts continuent à se creuser entre les femmes et les hommes, tout comme entre les femmes elles-mêmes et entre les hommes eux-mêmes. Le *Rapport mondial sur le développement*

humain (PNUD, 1997) reconnaissait d'emblée cette surreprésentation des femmes parmi les pauvres, laquelle s'accompagne d'absence de pouvoir, de contraintes relatives au travail productif, aux soins des enfants, aux responsabilités domestiques et communautaires. De plus, sur la base des indicateurs choisis et disponibles pour construire le GDI (*gender-related development index*) (1), la corrélation entre la situation économique des femmes et celle des pays (HDI : *Human development index*) était clairement établie dans le Rapport mondial sur le développement humain (PNUD, 2001).

Aussi, partout où la vie quotidienne prend la forme de "survie", on trouve des femmes qui s'engagent dans des initiatives visant à "changer leur monde". Elles expérimentent des manières nouvelles de produire, de consommer et d'échanger ou mettent en place des initiatives issues de leurs préoccupations et de leurs valeurs. De même, là où il est question d'améliorer la qualité de vie au quotidien, il y a souvent des femmes qui proposent des initiatives et des stratégies innovatrices. Nulle part, elles ne sont absentes des lieux où s'organise la vie en société, mais elles sont souvent exclues des lieux où les décisions politiques et économiques se prennent.

La position des femmes, en tant que groupe, est caractérisée par la pauvreté, l'exclusion et la violence, dont les formes et les intensités varient selon les sociétés et les époques. Cette position forge leur regard particulier sur le système socio-économique dans son ensemble (production, consommation, échanges) et, de ce fait, leur point de vue sur les transformations qui s'imposent.

Par ailleurs, un mouvement vers une plus grande complexité de l'identité des femmes se fait clairement jour dans toutes les régions du monde. Partout les femmes expriment une volonté de concilier des rôles de mère, épouse, travailleuse, entrepreneure, citoyenne. Ce mouvement est marqué par la diversité des contextes sociaux et culturels dans lequel il se manifeste. Le contexte rural ou urbain est généralement déterminant des formes que prend la conciliation des différents rôles.

Partout les femmes se confrontent à l'économie "dominante" où produire, consommer et échanger sont soumis aux impératifs de rentabilité "financière" et aux acteurs économiques transnationaux. Bien qu'essentielles aux activités de l'économie "dominante", seule une proportion limitée des activités économiques des femmes est prise en considération, alors qu'une grande partie est soit occultée (invisible et non-rémunérée), soit sous-valorisée (dévaluée et sous-payée). En outre, le contrôle exercé par des hommes sur les ressources et les moyens de production et d'échange constitue souvent un obstacle à la réalisation des activités économiques des femmes, même hors du circuit de l'économie "dominante".

Enfin, le partage inégal des tâches domestiques entre les hommes et les femmes, ainsi que les rapports de domination exercés par les hommes dans le couple et la famille tout autant que dans la sphère du politique et de l'économie, contribuent à "cristalliser" des situations inacceptables de pauvreté et d'exclusion, rendant encore plus complexe la recherche de voies de transformation des rapports économiques.

Des conditions pour ouvrir la voie à des transformations fondamentales

Depuis longtemps, ce sont les mobilisations sociales et politiques qui permettent aux femmes de progresser vers la réalisation de leurs objectifs dans la sphère économique. Les femmes se regroupent et luttent pour trouver leur place au sein de l'économie "dominante". Elles luttent pour la reconnaissance effective de leur travail quotidien dans l'ensemble des sphères de la vie socio-économique. Elles luttent aussi afin de découvrir, expérimenter et faire connaître les nouveaux chemins et initiatives qui peuvent satisfaire leurs aspirations et apporter des conditions d'égalité.

Toutefois, des conditions préalables, variables selon les contextes, sont nécessaires pour voir émerger et s'affirmer des transformations réelles et durables sur le terrain. Dans certains pays, les femmes exigent d'abord leur reconnaissance juridique comme personnes humaines ayant des droits. Là où des législations existent, elles revendiquent le respect des droits et l'accès aux moyens d'assurer leur mise en application concrète, par exemple l'accès à la terre, au crédit, à la formation.

Enfin, le rapport des femmes à l'économie s'inscrit dans une vision globale de la société et une conception holistique des personnes. En prenant part aux processus de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire et plus particulièrement celui du Pôle socio-économie solidaire (PSES) de l'Alliance (Voir présentations en annexe), les participant-e-s à l'élaboration de ces propositions ont cherché à démontrer que la thématique "femmes et économie" constitue bien une question transversale et un enjeu global.

Visions et nouveau paradigme

Les échanges qui ont donné lieu à la rédaction de ce texte ont montré la capacité des participant-e-s d'identifier et d'exprimer les fondements de leurs actions et initiatives, les défis que pose leur propre quotidien et les particularités de leur position au sein de leur propre communauté et dans leur pays. Partout, les femmes sont confrontées au même discours prédominant – sur l'*inévitabile* globalisation et l'*incontournable* compétition entraînant l'exploitation croissante des moins bien nantis, et particulièrement des femmes. En contrepoint, le discours de l'immense majorité des femmes s'élève et met en avant l'autonomie, la créativité, la responsabilité collective et la satisfaction des besoins humains essentiels et fondamentaux.

Un consensus se dégage sur certains principes fondateurs pour la construction d'un nouveau paradigme économique. Ceux-ci s'inscrivent dans une vision du développement individuel et collectif reconnaissant :

- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- les dimensions spirituelle, mentale, physique et sociale de la personne ;
- la nécessité d'un développement harmonieux et équilibré entre le "centre" et la "périphérie", entre le Nord, le Sud, l'Est et l'Ouest, à l'intérieur d'un territoire ou d'un pays, etc.

Il émerge de nos travaux huit principes, qui constituent des pistes essentielles à approfondir et à enrichir comme assises d'un nouveau paradigme économique, et qui trouvent aussi écho dans les travaux d'autres groupes du Pôle de socio-économie solidaire (voir ci-dessous) :

** Multifonctionnalité des activités "productives" et du travail des femmes*

Les femmes reconnaissant volontiers qu'une activité économique participe à la création de liens interpersonnels, qu'elle est source de plaisir, expression de convivialité, occasion de rencontres interculturelles entre personnes d'âges et d'origines variés. De ce fait, une approche principalement "financière" des activités socio-économiques n'a aucune pertinence.

** Décloisonnement et partage du travail et des responsabilités*

Les relations de travail au sein des projets, des initiatives, des associations, des entreprises initiés ou menés par des femmes se caractérisent par la recherche de rapports égalitaires, au sens où les membres/participantes ont la possibilité d'acquérir une formation et une expérience, de même que d'assumer à tour de rôle les diverses responsabilités de gestion et de production.

** Reconnaissance de la conciliation des rôles et des activités, et partage équitable du temps et des tâches*

Les femmes assument au quotidien la responsabilité de multiples actes de conciliation entre les rôles, les responsabilités, les activités, les tâches, les personnes. Ces actes demeurent invisibles quoiqu'ils soient essentiels au fonctionnement de l'économie et de l'ensemble de la vie quotidienne. Un partage équitable, de même que la reconnaissance effective du temps qu'exigent ces actes, s'imposent.

** Reconnaissance des savoirs traditionnels et des savoirs d'expérience acquis à l'extérieur de la sphère économique "dominante"*

Les savoirs (savoir-faire, savoir-être) que les femmes ont développés hors du marché du travail contribuent au bien-être des personnes et des collectivités. Il est fondamental de les valoriser et de leur reconnaître une "rentabilité sociale" autant qu'une "rentabilité économique".

** Organisation des espaces de production et de vie sur la base du temps et des besoins des personnes et des communautés*

Les espaces de production sont présentement conçus et localisés sans souci des conditions qu'ils imposent aux individus, aux familles et aux communautés. À titre d'exemple, mentionnons le temps et le stress supplémentaires liés au transport, réduisant le temps et la disponibilité consacrés à ses proches. Ces espaces deviennent de plus en plus incompatibles avec les différentes responsabilités familiales et sociales qu'assument bon nombre de gens, et principalement les femmes. La vie familiale et la vie communautaire exigent une certaine proximité entre les lieux de travail et de résidence. L'organisation spatiale des aires de vie doit aussi favoriser une interaction harmonieuse entre les besoins individuels et collectifs.

** Hiérarchie des priorités prenant en considération la vie et les personnes humaines*

Les besoins fondamentaux des personnes incluent la sécurité alimentaire ainsi que toutes les autres formes de sécurité, l'accès à la santé, à un

environnement sain et à l'éducation, le maintien et l'enrichissement des liens sociaux entre les personnes, entre les groupes humains, etc.

** Transparence dans les pratiques à tous les niveaux*

La transparence fait référence à l'expression franche et au partage de l'information en ce qui concerne les dimensions fondamentales de la vie socio-économique : état et partage des ressources, processus décisionnels à tous les niveaux, c'est-à-dire au sein de la famille, dans les organisations, au niveau des États. À titre d'exemples de ces besoins de transparence : la divulgation des salaires entre conjoints, la reconnaissance des contributions respectives à la vie des familles, l'apport des processus participatifs aux décisions collectives, les processus budgétaires des États, la prise en compte de tous les coûts dans les calculs de rentabilité, etc.

Les synergies entre les thèmes de travail du Pôle de socio-économie solidaire

Voici, à titre indicatif, quelques exemples de similitudes et de complémentarités entre les préoccupations issues de nos propres travaux et celles d'autres groupes du PSES (2).

Les groupes travaillant sur "Travail, emploi, activité" et sur la "Monnaie sociale" expriment clairement des visées similaires aux nôtres concernant la transformation fondamentale des postulats théoriques et des pratiques de l'économie :

- le partage du temps de travail (travail rémunéré ou non, sphère publique et sphère domestique) ;
- la socialisation des gains de productivité générés par les nouvelles technologies ;
- la prise en compte d'une rationalité économique fondée sur le travail et la solidarité ;
- l'objectif de neutraliser la rareté des moyens d'échanges (argent, monnaies), de dépasser la rareté sous toutes ses formes et de favoriser l'usage de monnaies complémentaires.

D'un point de vue plus politique et concernant le rôle de l'État, le groupe travaillant sur les "Politiques économiques" exprime la nécessité de renverser la tendance à la destruction de la citoyenneté active, tendance prédominante au sein des États néolibéraux et néoconservateurs. Cette proposition rejoint les préoccupations de mouvements de femmes à travers le monde qui dénoncent la reconnaissance des femmes par l'État en tant que "clientèles", ce qui accentue l'*instrumentalisation* des groupes et des initiatives de femmes, plutôt que l'égalité et l'autonomie de toutes les citoyennes. Les participant-e-s à notre groupe admettent que les femmes ont un rapport conflictuel avec l'État. Celui-ci est en partie lié à l'absence de reconnaissance des femmes comme citoyennes à part entière, même si elles ne perçoivent souvent pas d'autres choix que de collaborer au sein de programmes financés par l'État. Elles disent y avoir gagné une confiance en soi et un leadership qui a maintenant besoin de véritables lieux d'expression.

Il faut également mentionner particulièrement les synergies possibles avec les groupes travaillant sur les finances solidaires, l'économie solidaire, le commerce équitable et les politiques fiscales, la redistribution et la sécurité sociale.

Initiatives et innovations

Les femmes réfléchissent et agissent souvent à partir de situations marquées par l'inégalité ou l'exclusion. Cette position "spécifique", ainsi que les contextes pluriels dans lesquels elles vivent et travaillent, déterminent l'expression des priorités, des initiatives. Il va de soi que le sens donné au terme *innovation* varie selon les femmes concernées. Les participant-e-s à l'élaboration de ce texte ont exprimé leurs réalités ainsi que les aspects innovateurs de leurs initiatives telles qu'elles les conçoivent ou perçoivent. Nous n'avons pas tenté de les (re)définir ou de les uniformiser.

Les buts visés

Comme on l'a vu ci-dessus, les femmes ont exprimé l'importance de :

- prendre leur place dans la société et dans l'univers économique, sur une base d'égalité, d'autonomie et de solidarité ;
- concilier les différents rôles et activités qu'elles assument au quotidien, dans la perspective de leur reconnaissance, mais aussi en vue de les partager et d'en réduire les difficultés ;
- accorder la priorité à certains principes fondateurs de leurs initiatives : multifonctionnalité et décloisonnement du travail, pluralité et richesse des savoirs, réorganisation du temps et de l'espace, primauté de la vie et des personnes, transparence des pratiques et des décisions, reconnaissance des contributions.

Les initiatives des femmes répondent à des besoins *contextualisés*, c'est-à-dire que l'environnement physique, politique, économique et culturel est déterminant des besoins et des initiatives elles-mêmes. Aussi, ce que l'on considère essentiel dans un "environnement pauvre" peut être un acquis ailleurs, où d'autres besoins demeurent cependant insatisfaits et sont objets d'initiatives. En particulier les pays ou territoires en crise (suite à une catastrophe naturelle ou un conflit armé) ou en processus de reconversion (à l'économie de marché, par exemple) présentent des particularités qu'on ne doit pas sous-estimer.

Outre le fait qu'il manifeste le dynamisme des femmes, le foisonnement des initiatives dans certains secteurs et milieux est révélateur de la catastrophe qu'impose l'économie "dominante" au développement humain. Les initiatives rendent ainsi visibles des aspects de l'économie qui jusque là n'étaient pas, et parfois ne sont toujours pas, reconnus et comptabilisés.

Ces initiatives sont ici présentées premièrement du point de vue des types de besoins et d'activités, deuxièmement en mettant en évidence les moyens innovateurs qui sont déployés, le plus souvent pour surmonter des obstacles, et troisièmement en énonçant les innovations dans les "manières de faire" et les buts poursuivis.

a) Les initiatives, réponses à des besoins variés

La gamme des besoins auxquels les femmes veulent répondre est large. Certains pourront être qualifiés "de base" sans aucune réserve. D'autres apparaîtront moins fondamentaux, tout en étant issus d'aspirations individuelles et collectives de femmes ne trouvant pas les biens et services recherchés dans les circuits de production commerciale ou publique. Les activités reliées à la vie quotidienne, à la santé, à l'éducation et à la culture sont les plus souvent mentionnées par les femmes. Mentionnons, avec leurs mots (3), les domaines dans lesquels les femmes ont mené des expériences et initiatives porteuses de valeurs de transformation :

- l'alimentation/nutrition : groupements d'achats, épiceries sociales, restaurants, restaurants du cœur, services traiteur, cuisines collectives, banques céréalières, activités d'auto-suffisance et de résistance, etc. ;
- la couture et l'entretien du linge : laverie, retouche, pressing, repassage, magasin de mode ;
- les services de médiation, les besoins relationnels ;
- la santé : services de première nécessité, services "alternatifs", médecine par les plantes, etc. ;
- les activités choisies parce que génératrices de revenus, activités permettant l'accès aux marchés, les mécanismes d'échanges et de troc, les regroupements de productrices ;
- l'éducation : projets d'alphabétisation, de transferts de connaissances, de savoirs, de savoir-faire, activités d'apprentissage concernant les rapports de genres, les formes de discrimination et d'exclusion, etc. ;
- la culture et la communication : médias, espaces d'expression politique et culturelle, etc.

b) Conditions pour l'émergence des initiatives

Les conditions d'émergence et de développement des initiatives sont aussi fortement influencées par le contexte : obstacles et moyens de les surmonter.

Déjà au stade du projet, des obstacles se dressent sur le chemin des initiatives susceptibles de mettre en cause des habitudes, des règles tacites ou formelles. Accéder à des activités non traditionnelles pour les femmes, avoir le droit de décider pour elles-mêmes, avoir accès à la terre, au matériel de base, à des espaces de production adaptés constituent souvent la première difficulté à surmonter pour les femmes. L'accès aux ressources inclut les aspects monétaires, techniques, mais aussi les connaissances sans lesquelles toute initiative hors de la vie domestique est impossible. Là où les femmes n'ont pas accès à la propriété et au crédit, le défi est considérable.

Puis la bureaucratie se dresse sous forme de multiples contraintes : permis, financement, accès aux ressources, systèmes de contractualisation, systèmes et programmes de subventions, etc. Partout l'on ressent l'inadéquation entre les projets et les procédures mises en place tant par les entreprises privées que par les organisations publiques, para-publiques, et parfois les organisations non-gouvernementales. Les budgets prennent rarement en considération le temps et le rythme de maturation qui sont propres à chacune des initiatives. On standardise les normes en retenant des paramètres de

rentabilité financière sans prendre en considération les aspects spécifiques des initiatives des femmes et les nécessités d'apprentissages. Les participant-e-s perçoivent clairement les visées utilitaristes à l'endroit des femmes : instrumentalisées à des fins politiques par les États, instrumentalisées à des fins purement économiques et financières par de nombreuses entreprises, en particulier les transnationales.

Parfois, des femmes mettent elles-mêmes des freins à leurs initiatives. La peur du risque, la méconnaissance de leur propre potentiel, le manque de concertation entre elles sont au nombre des facteurs qui limitent la portée des initiatives des femmes, et en particulier les interventions structurantes susceptibles de vraiment changer les choses pour elles.

Devant les défis substantiels qui déterminent leur quotidien, défis parfois perçus comme insurmontables dans l'état actuel des rapports politiques et des valeurs "dominantes", les participant-e-s ont exprimé la nécessité de persister dans leurs efforts. Elles exigent cependant des actions de soutien direct et des actions de valorisation pour rendre leurs initiatives possibles, viables, et prendre leur place dans des univers hostiles ou peu accueillants.

Les nécessaires actions de soutien prennent les formes suivantes :

- soutien financier et technique, formation et accompagnement ;
- stratégies compensatoires pour agir sur les discriminations et les droits ;
- recherche : analyse *participative* de cas et réflexions de suivi, valorisation des sources pertinentes de la littérature grise scientifique ;
- communications entre les expériences : dynamiques d'échanges axées sur les relations mutuelles, dissémination des résultats.

Les actions de valorisation faisant connaître les succès obtenus par des femmes et la contribution de personnes-ressources lors de célébrations, fêtes, remises de prix ou de diplômes par exemple, nourrissent la confiance, la persistance et favorisent l'*empowerment* des femmes. Elles façonnent l'opinion publique et favorisent la crédibilité et la reconnaissance des femmes. Elles modifient l'imaginaire et contribuent à abattre les mythes et les stéréotypes. Leurs formes peuvent être diverses selon les contextes, mais elles incluent toujours le recours à la diffusion, à l'expression publique, aux médias.

c) Innovations au cœur de ces initiatives

Les femmes innovent sous différentes formes et dans des domaines multiples :

- initiatives donnant accès au crédit : épargne et mise en commun de ressources, tontines, garanties/cautions solidaires, caisses de solidarité, etc. ;
- initiatives offrant des services et des biens différents, élargissant les choix pour les femmes : médecines traditionnelles, médecines douces, etc. ;
- initiatives de regroupements et d'expression publique : lieux physiques ayant pignon sur rue, art et autres formes d'expression, exercice de la citoyenneté active et directe, etc. ;
- initiatives non-traditionnelles pour les femmes, considérées comme masculines ;
- initiatives génératrices de revenus ;
- initiatives qui assurent la subsistance : alimentation, logement, etc. ;

- initiatives qui répondent à des besoins relationnels : lieux de rencontre, d'accueil, etc. ;
- initiatives de diffusion et de transfert d'information : journaux, bulletins, sites Internet, etc. ;
- initiatives qui contribuent à la qualité et à la densité du tissu social. Certaines personnes parlent de "capital social", qui est d'ailleurs épuisable.

Nous avons constaté que les aspirations individuelles et collectives des femmes varient selon les degrés de satisfaction des besoins de base, le niveau de développement du territoire, ainsi que selon les valeurs culturelles et l'environnement physique immédiat. Ainsi, les désirs et les volontés de transformation exprimées par les femmes, tout comme la diversité de leurs pratiques dans la sphère socio-économique, sont pluriels. Il faut alors éviter de les amalgamer sous une même appellation ou un même modèle. Il faut aussi travailler à la construction analytique des initiatives dans le but notamment de nous affranchir des dichotomies qui enferment et limitent l'analyse des initiatives dans une catégorie ou l'autre, par exemple : formel/informel, production/reproduction, économique/social, économie solidaire/économie, etc.

Plusieurs analyses et écrits récents reconnaissent que, partout dans le monde, le meilleur potentiel de transformation émerge des femmes. Voyons comment cet énoncé pourrait se concrétiser en mettant de l'avant des propositions pour transformer nos rapports économiques.

Propositions

Immense travail créatif étant donné que de nombreuses femmes sont encore à l'heure des diagnostics, ces propositions visent trois enjeux :

- construire un nouveau paradigme économique en prenant appui sur l'analyse et les pratiques solidaires des femmes ;
- développer des outils méthodologiques pour la reconnaissance de ces pratiques ;
- rendre visibles les pratiques des femmes et développer des pratiques solidaires sur le terrain.

Ces propositions prendront des formes diverses et nécessiteront des stratégies adaptées aux contextes et aux niveaux local, national et mondial (Voir la section suivante). Elles n'en demeurent pas moins, selon nous, des bases incontournables de transformations en profondeur des rapports économiques.

Proposition 1.
Déconstruire les mythes (préjugés tenaces colportant les idées d'infériorité et d'improductivité des femmes)

Ce n'est pas un hasard si persistent aujourd'hui encore des mythes que nous voulons voir s'effondrer. Des idées reçues, répétées soit directement soit sous forme d'humour malsain, contribuent à ancrer des images et stéréotypes sur les genres, à les incruster dans l'imaginaire, en leur donnant un statut d'évidence. Ces mythes entretiennent des images négatives des femmes et

créent des obstacles à leur participation, à leur crédibilité et à leur légitimité au sein de nombreuses sociétés, sinon de toutes. Nous proposons de déconstruire ces mythes, premier pas vers leur disparition.

Chaque culture, chaque territoire est propice à la création de ses propres mythes. Nous mentionnons, à titre indicatif, quelques-uns de ces préjugés tenaces portant sur les femmes elles-mêmes et des idéologies qui façonnent la pensée et l'action d'un grand nombre :

- les femmes ne "travaillaient pas" avant leur entrée sur le "marché du travail" tel qu'on le connaît maintenant ; autrement dit, le travail des femmes dans la sphère domestique ou familiale n'a aucune importance ou incidence dans l'économie ;
- lorsque les femmes occupent un emploi, elles s'absentent tout le temps, elles ne s'investissent pas à fond, etc. ; autrement dit, les responsabilités familiales et domestiques assumés par les femmes n'ont aucune importance ou valeur pour le bon fonctionnement des entreprises ou de l'économie ;
- "les problèmes vécus par les femmes ne sont que des problèmes de femmes" ; autrement dit, les problèmes de la moitié de la population n'ont aucun intérêt pour les hommes, la société ou l'économie dans son ensemble ;
- les sources principales du progrès humain et du développement sont : compétition, uniformisation, consumérisme, performance, croissance et progrès, etc.; autrement dit les "lois" du marché capitaliste sont "la voie, la vérité et la vie" ;
- les concepts économiques sont "scientifiquement neutres" ; autrement dit, on peut traiter de la même manière tous les types de production (lait, maisons, armes, produits chimiques pour la consommation ou pour la guerre bactériologique, etc.) et tous les types de services (garde d'enfants, assurances, prostitution, etc.) sans aucun égard aux différentes finalités recherchées ou aux impacts négatifs sur les plans humain, social, environnemental, etc.

Proposition 2.

Reconceptualiser les concepts économiques de base

La vision critique développée par les femmes à partir de leur position spécifique dans l'économie, telle que nous l'avons présentée dans la première partie du texte, en particulier l'invisibilité du travail de *caring* (4), nécessite cependant d'être mieux documentée, conceptualisée et diffusée. Parmi les concepts qui doivent être redéfinis pour la construction d'un nouveau paradigme économique, les femmes indiquent en priorité les suivants : Personne humaine (sa position dans la sphère de l'économie au sens large), Nature, Temps, Économie (le domaine de l'économie dans toute sa diversité), Croissance, Valeur, Richesse, Travail, Termes d'échange, Productivité.

Des pistes prioritaires ont été identifiées lors des travaux de mutualisation du Pôle de socio-économie solidaire. Elles s'inspirent de propositions formulées par plusieurs groupes de travail :

- reconnaître les diverses formes du travail et briser le lien entre richesse et accumulation financière/matérielle, entre travail et revenu, car cela ne laisse aucun autre choix que d'offrir ses services à des conditions qui se dégradent continuellement avec la globalisation économique et la compétition croissante entre les personnes et les territoires (5).

- développer les chaînes de production à partir des besoins et potentiels identifiés d'abord au niveau local. Cela remet en question les choix de consommation, de production et d'échanges qui sont imposés par les grandes corporations transnationales (6).

Proposition 3.

Concevoir des indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail

Seuls des indicateurs modifiés pourront rendre visibles les activités traditionnelles des femmes, les activités volontaires des femmes et des hommes, les aspects immatériels de la qualité de vie des personnes, les activités créatrices de liens sociaux, l'importance des échanges gratuits, conviviaux et "non-productifs".

Ainsi, il s'impose de :

- développer des moyens de les valoriser équitablement, en utilisant d'autres étalons de mesure que la monnaie ;
- doter les femmes de moyens d'influencer les décisions dans les sphères de l'économie et faire connaître, discuter et accepter un nouveau paradigme économique.

Nos discussions ont souligné l'importance des sphères ou dimensions constituant la "face cachée" de l'économie, par exemple :

- les diverses formes de l'activité économique : productions, consommations et échanges, dans toutes les sphères d'activité : marchande, non-marchande, non-monnaire ; publique, communautaire, domestique, privée ;
- le développement social et humain : sécurité alimentaire, sécurité physique, logement, santé, alphabétisation et éducation, culture, qualité de vie, etc. ;
- l'environnement physique : ressources, dommages à l'environnement, surexploitation, etc. ;
- le temps : utilisation libre, utilisation contrainte, conciliation des actes et des rôles, temps pour le ressourcement et le développement personnel, etc. ;
- le travail : *multifonctionnalité* et *multidimensionnalité* et valeur culturelle du travail, ce qui est particulièrement important pour les femmes ;
- "rentabilité sociale", "rentabilité culturelle", "rentabilité environnementale".

Proposition 4.

Contribuer à mettre en relations et à consolider les réseaux existants qui agissent dans le domaine des rapports "femmes et économie".

La synergie entre alliés potentiels et éventuels partenaires sur la base d'objectifs similaires ou complémentaires est essentielle à la construction collective de rapports économiques dans une perspective de transformation. Cela suppose de :

- identifier les réseaux et leurs orientations de travail ;
- proposer des moyens de les mettre en relation et de les soutenir dans la consolidation de leurs rapports ;
- ouvrir et articuler un débat avec les actrices et acteurs de l'économie solidaire et des autres dimensions de l'activité économique ;

- prendre appui sur les revendications et les analyses formulées par différents mouvements féministes dans le monde (des grands réseaux sont identifiés dans la section suivante) ;
- porter nos messages dans des univers non familiarisés avec ces enjeux, parfois hostiles, souvent très masculins ; agir au sein de la société en mouvement ; s'immiscer dans les comités scientifiques ; participer activement et de façon critique aux organisations altermondialistes, etc.

Proposition 5.

Revendiquer la créativité et de la diversité des initiatives économiques

L'économie "dominante" et la technocratie étatique sont deux carcans très puissants nuisibles à l'expression de la créativité et à la diversité des pratiques en économie. Les modèles préétablis et normés empêchent l'émergence et la viabilité d'initiatives qui ne respectent pas les règles : compartimentation des secteurs d'activités, définition des entreprises, exigences de rentabilité, croissance et globalisation *obligées*. Privées des moyens appropriés, de nombreuses initiatives végètent ou ne voient jamais le jour.

À titre d'exemples, les femmes de pays du Sud ont souligné leurs difficultés d'accès aux moyens matériels, technologiques, financiers et aux connaissances nécessaires ; les femmes d'Europe revendiquent un "droit à l'initiative" pour sortir de l'exclusion et poursuivre simultanément des objectifs multiples sans atteindre la rentabilité financière au sens de l'économie "dominante".

Reconnaissant la grande diversité des contextes et des moyens, cette proposition vise à souligner les actions à entreprendre tant à l'endroit des femmes qu'à tous les niveaux de l'organisation politique pour rendre possibles et viables des initiatives répondant aux aspirations des femmes. Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité suppose de :

- soutenir les démarches visant au développement de l'identité et des capacités des femmes : sortir de la maison, sortir de la soumission et du silence séculaires dans certains cas, prendre conscience de soi, de ses capacités et connaissances non reconnues, faire de nouveaux apprentissages et se conscientiser sur leur rôle dans l'économie, arrimer la poursuite d'aspirations individuelles à des projets collectifs, etc. ;
- faire adopter les législations, politiques et mesures administratives essentielles pour permettre l'accès aux et le partage équitable des ressources physiques, technologiques et monétaires ainsi que des connaissances. Pour les femmes, en particulier, il est urgent de revoir les législations et mécanismes concernant la propriété, l'appropriation et les modes de transmission des terres, des ressources matérielles et financières et des connaissances ;
- susciter l'intérêt pour des modalités d'échanges s'inspirant de pratiques solidaires et des valeurs des femmes, par exemple la monnaie sociale et la finance solidaire. On peut penser aux SEL (systèmes d'échange local), aux formes d'allocations gérées collectivement, au crédit avec garanties solidaires, etc.

Proposition 6.

Développer des pratiques politiques pour soutenir le développement de rapports économiques solidaires

Etant donné que les décisions susceptibles de changer les rapports économiques relèvent largement d'un projet politique, il apparaît essentiel de favoriser la participation active des femmes aux processus politiques. Les règles du jeu politique, la centralisation et la hiérarchisation des instances politiques, ainsi que l'absence de transparence des processus décisionnels sont au nombre des obstacles à la participation de nombreuses femmes. De là découle la nécessité de construire des contre-pouvoirs, lesquels ne sont pas non plus à l'abri des rapports inégalitaires entre les femmes et les hommes. Le défi qui en découle pour les femmes se traduit dans les pistes suivantes :

- développer des mécanismes de transfert et d'extension des pratiques solidaires vers les sphères "dominantes" ;
- développer la communication et la sensibilisation auprès de l'opinion publique, diversifier les cibles (autres que militants et spécialistes) et les moyens (par exemple, articles de presse, télévision, etc.) ;
- encourager la prise de parole des femmes et les regroupements et groupes de femmes, et offrir un soutien en conséquence à leurs activités (outils de formation, espaces de débat, ressources d'animation et de communications, etc.) ;
- mettre en place des lieux d'expressions diverses (parole, art, célébrations, etc.) adaptés aux contextes, lieux physiques dotés de moyens, lieux de rassemblement permettant une expression partagée et publique ;
- développer les mécanismes permettant la participation aux niveaux décisionnels compétents quant à la place des femmes dans l'économie et l'inclusion des valeurs de solidarité et de justice entre les hommes et les femmes dans les rapports économiques : niveaux local, national, mondial.

Le groupe de travail du PSES sur les politiques économiques fait des propositions allant dans le même sens, en retenant l'importance de la démocratisation et du renouvellement des modes de participation démocratique (7).

Le changement des mentalités constitue une donnée fondamentale pour une transformation durable des rapports économiques incluant la solidarité et la justice entre tous, femmes, hommes et enfants. Il nous apparaît important que ces recommandations, qui relèvent de l'éducation et de la "conscientisation", soient transmises aux acteurs et actrices dans le domaine des valeurs et de la culture, de l'éducation et de la gouvernance et de la citoyenneté.

Stratégies et actrices/acteurs

Les stratégies, tout comme les actrices et acteurs, susceptibles de mettre en oeuvre ces propositions sont multiples, comme le sont les échéanciers (du court au long terme) et les niveaux d'action (du local au mondial). Il va sans dire qu'il est impossible ici d'être exhaustif. Compte tenu aussi de l'ampleur des défis – développer un nouveau paradigme, construire des outils méthodologiques et rendre visible les contributions des femmes –, les collaborations entre des acteurs et actrices multiples sont essentielles.

En plus de miser sur les personnes déjà sensibilisées à une transformation des valeurs sous-jacentes aux actes économiques, un travail de promotion auprès des acteurs et actrices de la vie économique est nécessaire pour qu'ils et elles deviennent partie prenante de ce processus de transformation. Un certain nombre d'entreprises, de producteurs et d'investisseurs partagent déjà quelques-unes de nos valeurs et certains de nos buts, au moins en théorie et parfois en pratique. Il s'agit de les identifier et prendre contact avec eux, afin de tendre vers une vision partagée.

Les travaux du Pôle de socio-économie solidaire ont permis de progresser dans la formulation d'une telle vision partagée de la "socio-économie solidaire" prenant en compte l'apport spécifique et les innovations des femmes. Nous en reprenons ici l'une des formulations :

"Étant donné que la richesse est une création sociale, nous affirmons la socio-économie comme un système ouvert, diversifié et dynamique qui permet à toutes les personnes, notamment les femmes, d'occuper leur place dans la société et dans l'univers économique sur la base de l'égalité, de l'autonomie et de la solidarité. L'objectif est de construire des formes associatives et solidaires de propriété, de contrôle et de gestion de l'économie et des ressources naturelles.

Nous affirmons la socio-économie comme un nouveau paradigme de consommation, de production et de relations sociales et humaines dans lequel la valeur de la collaboration solidaire joue un rôle fondamental.

Nous affirmons la socio-économie comme base pour la responsabilisation (empowerment/autonomisation) des femmes, des hommes et des enfants pour qu'ils deviennent sujets de leur propre développement humain et social, qui fait partie du développement de la vie sur Terre et de l'Univers."

Nous reconnaissons le besoin de stratégies concrètes adaptées. Toutefois, un changement fondamental durable nécessite un processus de confrontation constructive entre les théories et les pratiques. Aussi l'éducation est-elle essentielle et doit s'adapter aux circonstances et contextes dans lesquels les personnes vivent et travaillent. Il importe de rendre accessibles l'alphabétisation et l'éducation de base, aux femmes en particulier, comme assises d'un développement personnel, d'une compréhension et d'une participation démocratique aux décisions qui concernent la vie "socio-économique". Il s'agit d'identifier les leviers pour provoquer ou faire émerger des transformations, c'est-à-dire tisser les conditions d'une "société civile" en mouvement vers un changement global.

Les regroupements et groupes de femmes, les regroupements et groupes mixtes sympathisants, les chercheur-e-s féministes et pro-féministes et les associations féministes de chercheuses, ceux et celles qui travaillent dans ce

domaine à titre de personnel, professionnel ou technique sont des partenaires à associer à l'ensemble de ces stratégies. D'autres acteurs et actrices s'ajoutent en fonction des propositions.

Pour la Proposition 1 (Déconstruire les mythes)

Les mythes s'incrument dans l'imaginaire et façonnent la pensée et l'action sans qu'on en ait facilement conscience. En prendre conscience est difficile, exigeant surtout s'il en résulte une remise en question des choix et des modes de vie quotidiens. Des résistances "affectives", "scientifiques" et autres empêchent souvent tant les femmes que les hommes d'entendre et d'imaginer autrement. De ce fait, déconstruire des mythes relève tout autant d'une démarche personnelle que collective. Rarement spontané, un cheminement personnel ou collectif peut résulter du contact avec des informations transmises avec efficacité : identification des discours, écrits, actions qui entretiennent des mythes indésirables au sujet des femmes et des rapports de sexes. Les institutions d'enseignement à tous les niveaux, les médias ainsi que le contact avec les arts sont particulièrement susceptibles de contribuer à leur façon à l'émergence d'un imaginaire apte à inciter à la construction d'un monde plus responsable et solidaire.

Pour la Proposition 2 (Reconceptualiser les concepts économiques de base)

Reconceptualiser les concepts économiques sur la base des apports innovateurs des femmes exige de mener un travail de fond incluant un recueil "systématique" de leurs conceptions et de leurs initiatives. Aussi, pour donner suite aux pistes prioritaires déjà énoncées, il importe de nous doter de moyens de constater, comprendre, analyser, imaginer et "modéliser" leur travail dans toute sa diversité ; pensons notamment à sa dimension créative et de ressourcement humain, et à la chaîne de production, base de la satisfaction des besoins fondamentaux. En outre, les stratégies proposées ci-dessous tiennent compte d'une vie quotidienne qui impose à tous, femmes et hommes, de consommer des biens et services produits hors du circuit domestique, communautaire, local et qu'il est de plus en plus difficile, voire impossible de vivre de façon convenable, sans renouveler les articulations entre des marchés locaux reconstruits et les marchés globaux. Les voici :

- utiliser une méthodologie appropriée pour connaître et mettre en synergie les pratiques des femmes, les pratiques intermédiaires (l'espace de la concertation et des revendications) et les espaces de réflexion (l'espace des travaux et échanges conceptuels et théoriques) ;
- re-développer les chaînes de production à partir du local ; articuler le marché local et les marchés globaux ; articuler les activités familiales, volontaires, non-rémunérées à celles du circuit marchand et commercial, etc. ;
- interroger la tension entre des "pulsions" qui ne sont pas toujours compatibles, c'est-à-dire le "désir" individuel de consommer et celui de transformer le modèle "dominant" de consommation. On sait que dans plusieurs contextes, les femmes sont perçues comme "responsables" de la consommation quotidienne. Indépendamment de leur origine socio-économique et des moyens financiers dont elles disposent, plusieurs femmes perçoivent cette tension entre le désir de consommer et l'impossibilité de

soutenir le modèle "dominant". Les participant-e-s ont relevé l'importance de miser sur les pistes du commerce équitable, de la simplicité volontaire, du développement des achats et équipements collectifs, de la production solidaire. Ces pistes rejoignent des avenues identifiées par d'autres groupes du PSES ;

- mettre en place des systèmes d'échanges solidaires : banques de temps, crédit mutuel, monnaies communautaires, etc. ;
- articuler les différentes formes et secteurs de l'économie solidaire, à partir de la dimension locale ;
- développer des circuits économiques solidaires depuis le niveau local jusqu'au niveau global.

Les réseaux du commerce équitable et de la consommation éthique, de la finance solidaire et du développement local peuvent contribuer à alimenter les chercheur-e-s sur lesquels repose le défi de présenter et proposer de manière organisée et systématique les nouveaux concepts et modèles en émergence.

Pour la Proposition 3 (Concevoir des indicateurs adaptés...)

Les mises en commun effectués dans le cadre du Pôle de socio-économie solidaire ont permis la formulation d'une proposition conjointe visant à reconsidérer la richesse et le travail (8). Les axes stratégiques retenus portent sur l'identification, l'évaluation et la conception d'indicateurs adaptés et diversifiés de la richesse et du travail ; la mise en place d'un groupe de travail spécifique sur les indicateurs ; l'expérimentation, l'évaluation et une diffusion plus large des pratiques quant aux monnaies ; l'appropriation, le transfert, l'éducation. Les actions à mener devront être adaptées aux personnes visées : femmes, praticien-ne-s et intervenant-e-s de terrain, partenaires au sein de réseaux, chercheur-e-s.

De nombreuses instances nationales et internationales ont compétence en matière de développement et de calcul des indicateurs de la qualité de vie, du développement humain et social, de la situation des femmes, etc. Leurs travaux devraient refléter les préoccupations que nous avons identifiées comme prioritaires. Pour exercer une influence, il importe de :

- se donner les moyens de connaître les travaux déjà existants et identifier leurs valeurs sous-jacentes, de les analyser, les critiquer et les influencer dans le sens des valeurs et de la reconnaissance des préoccupations et des contributions des femmes. Parmi les cibles : le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et les travaux d'autres organismes de l'Organisation des Nations unies (ONU), les responsables des systèmes de comptabilité nationale (PIB, main-d'oeuvre, ressources naturelles, etc.) ;
- diffuser les travaux innovateurs portant sur des dimensions à inclure dans les systèmes d'indicateurs et sur des méthodologies appropriées pour refléter ces dimensions : rendre visibles et inclure les coûts humains, sociaux et environnementaux de la production, de la consommation et des échanges; faire connaître les travaux déjà effectués en Italie sur les "banques de temps", etc.

Pour la Proposition 4 (Contribuer à mettre en relations et à consolider les réseaux existants...)

Plusieurs réseaux sont actifs dans la mise à jour et la défense de rapports renouvelés entre les femmes et l'économie. Mentionnons à titre d'exemples : les suivis de la Marche mondiale des femmes de l'an 2000, le groupe de suivi Beijing+5, les réseaux de femmes qui se mobilisent régionalement, comme les associations de femmes travaillant dans l'économie informelle comme SEWA (*Self-Employed Women's Association*, qui regroupe plus de 200 000 femmes productrices et commerçantes de l'État du Gujarat en Inde), *Mujeres Transformando la Economía* en Amérique latine et centrale ou les réseaux d'économistes qui tentent de redéfinir l'économie du point de vue féministe tel l'*International Association For Feminist Economics* (IAFFE), etc. (9) Ainsi les stratégies de mise en œuvre de cette proposition impliquent :

- un élargissement et une connaissance accrue des activités et positions des différents réseaux, qui passe par le développement de liens formels et informels : liens Internet, participation à des rencontres, présence dans les autres réseaux, prises de positions communes, etc. ;
- de diffuser et discuter largement le présent rapport.

Les programmes susceptibles de soutenir le travail des réseaux actifs sont des partenaires privilégiés. Notons en particulier le Fonds de développement pour les femmes des Nations unies (UNIFEM) (10) et les programmes concernant les femmes, les organismes de coopération internationale, les organisations non-gouvernementales, etc. Les associations, regroupements et réseaux mobilisés pour la transformation des rapports économiques tel le Forum Social Mondial, ATTAC, Slow Food, SalAmi, Adbusters (*No shopping day*), Simplicité volontaire sont aussi des alliés potentiels.

Pour la Proposition 5 (Revendiquer la créativité et de la diversité des initiatives économiques)

Soutenir les femmes dans l'expression de leur créativité relève d'abord d'une démarche par les femmes et auprès des femmes, à titre personnel et comme collectivité. C'est aussi une démarche politique puisque l'expression publique de la différence et de comportements traditionnellement non acceptés exige le changement des lois tout autant que celui des mentalités. Enfin, mettre en place des mécanismes appropriés pour permettre l'expression de la créativité est l'affaire de tous et à tous les niveaux, du local au global.

Les actrices essentielles de cette proposition sont les femmes et leur environnement immédiat, les réseaux et regroupements travaillant dans le domaine du soutien et de l'accompagnement aux initiatives des femmes, souvent communautaires ou para-publics. Toutefois, les responsables politiques et administratifs garantissant les droits des femmes sont également des acteurs primordiaux.

Pour la Proposition 6 (Développer des pratiques politiques...)

Comme mentionné dès le début du présent texte, les femmes veulent être reconnues comme des citoyennes à part entière et participer à la vie d'un État véritablement démocratique et "transparent". C'est un défi partagé par plusieurs groupes du PSES, dont celui sur les politiques économiques. Dans l'état actuel des rapports que les femmes entretiennent avec les États, les stratégies les plus prometteuses sont de :

- reconnaître, clarifier et/ou accepter le rapport complexe des femmes et groupes de femmes avec l'État ;
- reconnaître les acquis de leurs expériences diverses avec l'État, notamment dans le développement de la confiance en soi, de la capacité d'expression publique et du leadership au sein de leurs organisations ;
- préserver l'autonomie d'orientation et d'action des groupes de femmes, en dépit de l'importance du soutien collectif à leurs actions, lequel est souvent lié à un financement public ;
- contribuer à définir de nouvelles relations entre l'État, le marché et la société civile; dans le sens de pratiques démocratiques : respect de la diversité et des initiatives multidimensionnelles, adaptation des règles et normes aux contextes, etc.,
- investir les lieux de pouvoir, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'action au niveau local, dans l'espace de proximité ;
- développer des stratégies communicationnelles pour faire connaître les préoccupations des femmes : contenus, cibles et moyens.

Les principaux acteurs de la mise en œuvre de cette proposition sont les regroupements, organismes et réseaux de femmes déjà actifs dans les sphères du politique, les chercheur-e-s pouvant contribuer à l'articulation de discours et d'écrits les plus susceptibles d'influencer les instances politiques elles-mêmes. Les conseils consultatifs et instances responsables des droits des femmes au sein des gouvernements sont aussi des partenaires privilégiés.

Notes

Première partie

(1) Sur la Conférence de Beijing et plus généralement les actions des Nations unies concernant les femmes : <http://www.un.org/womenwatch/>

(2) Voir le site du groupe "Femmes & mondialisation" d'ATTAC : <http://www.local.attac.org/paris14/FM/index.html>

(3) Convention sur les droits de l'Enfant : <http://www.unicef.org/french/crc/crc.htm> ; CEDAW : <http://www.un.org/womenwatch/daw/cedaw/>

(4) Documents et informations diverses sur ce programme d'action : <http://www.unesco.org/education/efa/fr/index.shtml>

(5) Womenet : <http://www.womenet.org.tw> ; Awid : <http://www.awid.org> ; Mujeres en red : <http://www.mujaresenred.net> ; Les Pénélopes : <http://www.penelopes.org> ; etc.

(6) Cf. <http://www.puntos.org.ni/>

(7) Les propositions que nous faisons ici viennent donc s'ajouter à celles faites dans la seconde partie.

(8) Cité dans Mies et Shiva, 1993.

(9) Shiva et Mies, 1993. Voir aussi le site : <http://www.iisd.org/50comm/commdb/desc/d07.htm>

Seconde partie

(1) Les indicateurs suivants sont pris en considération : espérance de vie à la naissance, taux d'alphabétisation des adultes, ratio d'inscription dans les écoles primaires secondaires et supérieures, niveaux de revenus estimés.

(2) Tous les travaux mentionnés ici sont disponibles sur le site du PSES : <http://www.socioeco.org>

(3) Voir les documents préparés par les femmes notamment dans le cadre de leur participation aux séminaires de Paris et de La Havane et au forum, lesquels sont reproduits sur le site : <http://women.socioeco.org>

(4) Dans un sens large, *caring* signifie prendre soin des personnes et entretenir des liens interpersonnels.

(5) À l'instar des femmes, les participant-e-s au groupe "Travail, emploi, activité" proposent, entre autres, de : reconnaître la valeur des "autres" formes de travail et activités humaines ; rompre le lien entre travail et revenu ; dissocier la citoyenneté et la dignité des personnes du volume de travail

socialement nécessaire ; différencier la lutte pour la désaliénation du travail de la lutte pour des mécanismes qui assurent la dignité humaine ; développer un nouveau pacte social pour le transfert des gains de productivité.

(6) À l'instar des femmes, les participant-e-s au groupe de travail "Monnaie sociale" proposent, entre autres, de : dépasser le paradigme de la rareté ; renouveler les formes de résolution du problème de l'inadéquation entre les désirs individuels insatisfaits par manque de consommation et l'impulsion de construire un modèle social transformateur ; prendre appui sur la monnaie sociale pour encourager la production solidaire/éthique et la consommation solidaire/éthique.

(7) Ce groupe propose, entre autres, de : contribuer à une refonte de l'État démocratique basée sur des droits humains et sociaux, État en tant qu'espace démocratique des conflits, expression de la diversité des acteurs ; réorganiser la politique, chercher de nouvelles formes de faire la politique, passage de la représentation vers la participation directe, déconcentrer les ressources, décentraliser les pouvoirs, contrôle citoyen de l'appareil étatique, renforcer le rôle des conseils dans les instances, discussion publique sur les budgets, sur les politiques économiques, sur les priorités dans toutes les instances de pouvoir, renforcement du pouvoir législatif en retirant au pouvoir exécutif l'attribution exclusive des décisions économiques, établir des mécanismes de participation démocratique avant la prise de décisions et la signature d'accords multilatéraux ou internationaux ; reconnaître les initiatives d'économie solidaire.

(8) Cette proposition est la suivante : cesser de lier richesse et travail ; reconnaître la valeur des autres formes de travail ; reconnaître la multifonctionnalité du travail ; décloisonner et partager le travail ; reconnaître les savoirs traditionnels et les savoirs d'expérience ; organiser les espaces de vie et de production sur la base des besoins des personnes et des communautés ; hiérarchiser les priorités sur la base des besoins de la vie des êtres humains ; assurer l'accès des femmes aux droits et aux ressources ; etc.

(9) SEWA : <http://www.sewa.org> ; *Mujeres Transformando la Economía* : <http://www.movimientos.org/remte/> ; IAFFE : <http://www.iaffe.org>

(10) Cf. <http://www.unifem.org>

Bibliographie

Pour la première partie

Livres et articles

- Arendt, Hannah, 1998, "La condition de l'homme moderne", in *Cahiers du Gedisst*, n°21, "Les paradoxes de la mondialisation", L'Harmattan
- Bauer, Jan, 1996, "Seul le silence te protégera : les femmes, la liberté d'expression et le langage des droits de l'homme", in *Essais sur les droits humains et le développement démocratique*, n°6, Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (Montréal)
- Delphy, Christine, 2001, *L'ennemi principal, tome 2. Penser le genre*, Paris, Syllepses
- [FNUP] Fonds des Nations unies pour la population, 2000, *Rapport sur les violences faites aux femmes*
- Guillaumin, Colette, 1992, *Sexe, race et pratique de pouvoir. L'idée de nature*, Paris, éditions Côté femmes
- Hirata, Helena, Laborie, Françoise, Le Doaré, Hélène et Senotier, Danièle (eds.), 2000, *Dictionnaire critique du féminisme*, Paris, PUF
- Horvat, Lilli, 1985, "Féminisme et culture de paix", in *Nouvelles questions féministes*, n°11-12, "La militarisation et les violences à l'égard des femmes"
- Loncle, François, 2001, "L'Europe de l'Ouest, proxénète des femmes de l'Est", in *Le Monde diplomatique*, novembre
- Mathieu, Nicole-Claude, 1991, *L'anatomie politique. Catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, éditions Côté-femmes
- Merchant, Carolyn, 1983, *The death of Nature. Women, ecology and the scientific revolution*, San Francisco, Harper and Row
- Michel, Andrée, 1999, *Citoyennes militairement incorrectes*, Paris, L'Harmattan, "Femmes et changements"
- Michel, Andrée, 2002, *Le Féminisme*, 7^e éd. mise à jour, Paris, PUF, "Que sais-je ?"
- Mies, Maria et Shiva, Vandana, 1993, *Ecoféminisme*, Paris, L'Harmattan
- Pietila, Hilikka et Vickers, Jeanne, 1994, *Making women matter. The role of the United Nations*, Londres, Zed Books
- Praetorius, Ina, 1991, "A la recherche de la condition Feminina. Plaidoyer pour un œcuménisme des femmes", *Concilium. International journal for theology*, 6
- Schuler, Margaret (ed.), 1995, *From Basic needs to basic rights*, Washington DC, Women, Law and Development International
- Siebert, Renate, 1989, "Le Sud des femmes", in *Peuples méditerranéens*, n°48-49, "Femmes et pouvoir", juillet-décembre
- Wittig, Monique, 2001, *La pensée straight*, Paris, Balland
- [WLUML] Women living under muslim laws, 1995, *Pour nous-mêmes, les femmes lisent le Coran*, Women living under Muslim laws (coordination internationale)

Rapports de rencontres & séminaires

- Aïssaoui, Nadia Leïla et Sizoo, Edith, "Réconcilier le masculin et le féminin", Atelier de Delhi, 1997
- Aïssaoui, Nadia Leïla et Brac de la Perrière, Caroline, "Femmes et paix", Atelier de la Haye, 1998.
- Irigaray, Luce, "Pour une identité civile des femmes", contribution au forum "Le temps des femmes", organisé par les femmes du Parti Communiste Italien et la revue RETI, Rome, 8 avril 1988.
- "Women, sexuality and social changes in Mediterranean and Middle East Region" Symposium, communiqué de presse, Istanbul, Octobre 2001

Pour la seconde partie

Ces sources d'information sont présentées à titre indicatif ou comme référence pour ce texte. Cette liste ne vise en aucun cas à l'exhaustivité et ne reprend pas la totalité des documents et des recherches qui ont inspiré et inspireront nos travaux.

Sur la reconnaissance de toutes les formes de travail (travail non-rémunéré des femmes et son invisibilité dans les comptes nationaux, l'ampleur, de la complexité et de l'intensité des activités productives des femmes), des travaux de Marilyn Waring, agricultrice néo-zélandaise et écologiste :

- Waring, Marilyn, 1997, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Toronto, Univ. of Toronto Press.
- Waring, Marilyn, 1988, *If Women Counted. A New Feminist Economics*, New York, Harper & Row.
- Who's Counting? Marilyn Waring on Sex, Lies and Global Economics*, film de l'Office national du film/National Film Board, Canada.

Sur le travail et la richesse,

- Méda, Dominique, 1995, *Le Travail. Une valeur en voie de disparition*, Paris, Alto/Aubier.
- Méda, Dominique, 1999, *Qu'est-ce que la richesse*, Paris, Alto/Aubier
- Méda, Dominique et Schor, Juliet, 1997, *Travail, une révolution à venir*, Paris, Mille et une nuits/Arte Éditions.

Sur le caring, le caregiving,

- Folbre, Nancy, 2001, *The Invisible Heart*, New York, The New Press

Sur l'économie invisible et visible,

- Ferber, M. A. et Nelson, J. A. (eds.), 1993, *Beyond Economic Man*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press
- Folbre, Nancy, 1997, *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Coll. des femmes
- Henderson, Hazel, 1995, *Paradigms In Progress. Life Beyond Economics*, San Francisco, Berrett-Koehler Publishers.
- Pietilä, Hilikka, 1997, "The Triangle of the Human Economy: Household-Cultivation-Industrial Production. An attempt at making visible the human economy in total", in *The Journal of the International Society for Ecological Economics*, vol. 20, n° 2, pp. 113-127

Sur les débats sur le revenu de citoyenneté ou l'allocation universelle, des travaux en Europe et en Amérique du Nord portant sur des pistes afin de procurer une sécurité du revenu sur la base de citoyenneté et non pas de productivité :

La Revue du MAUSS, "Vers un revenu minimum inconditionnel", n°7, 1^{er} semestre 1996 (articles de Alain Caillé, Robert Castel, Bernard Eme et Jean-Louis Laville, Jean-Marc Ferry, Jean-Marie Harribey, Dominique Méda, Philippe Van Parijs).

Bernard, Michel et Chartrand, Michel, 1999, *Manifeste pour un revenu de citoyenneté*, Montréal, Éditions du renouveau québécois.

Blais, François, 2001, *Un revenu garanti pour tous. Introduction aux principes de l'allocation universelle*, Montréal, Boréal.

Ferry, Jean-Marc, 1995, *L'Allocation universelle. Pour un revenu de citoyenneté*, Paris, Cerf.

van Parijs, Philippe (ed.), 1992, *Arguing for Basic Income*, Londres/New York, Verso.

Dans la mouvance écologiste et du développement, des travaux de praticiens et praticiennes engagés notamment dans le développement économique communautaire mettent de l'avant la primauté du local et de la vie quotidienne, les travaux de Barbara Brandt, organisatrice et activiste aux États-Unis, et de femmes du Sud :

Brandt, Barbara, 1995, *Whole Life Economics. Revaluing Daily Life*, Philadelphie/Gabriola Island, New Society Publishers.

Sen, Gita et Grown, Caren, 1987, *Development, Crises and Alternative Visions*, New York, Monthly Review Press.

Shiva, Vandana, 1989, *Staying Alive. Women, Ecology and Development*, Londres, Zed Books.

Sur le développement humain,

Parpart, Jane L., Conelly, Patricia M. et Barriteau Eudine V. (eds.), 2000, *Theoretical Perspectives on Gender and Development*, Ottawa, International Development Research Center

[PNUD] Programme des Nations unies pour le développement (1997, 1999, 2001), *Rapport mondial sur le développement humain*

Crédits

Pour la première partie

New Ways

New Ways – Alliance Internationale pour l’Innovation Sociale a été fondée en août 1999 à Istanbul à l’initiative de femmes œuvrant pour un changement dans les rapports sociaux entre les sexes, et plus généralement entre tous les êtres humains. New Ways s’est donné pour objectif de contribuer à renforcer le mouvement vers la vie en approfondissant la connaissance des différents phénomènes de violence et de fragmentation de la société humaine, et en collectant des informations sur les initiatives qui promeuvent de nouvelles formes de relation et d’échange, basées sur des principes d’égalité, de non-violence, de partage et de protection de la biosphère. Celles-ci sont la source d’inspiration de nos actions. Le Laboratoire contre la guerre/Atelier pour la vie est l’un des espaces de rencontre et de mise en œuvre de ces missions : c’est dans ce cadre que nous avons composé ce cahier de propositions, fait par les femmes pour un monde responsable et solidaire.

New Ways

47, place du Millénaire – Montpellier F-34000

Courriel : neways@mnet.fr

AREA-ED

L’association de réflexion, d’échanges et d’actions pour l’environnement et le développement (AREA-ED) est une organisation non gouvernementale algérienne née en 1993 et constituée formellement en 1994. Elle a son siège à Alger. Elle opère au niveau local et national dans le dans domaine de l’environnement et du développement durable. Afin d’atteindre ses objectifs, l’AREA-ED réalise, en collaboration avec ses partenaires locaux et ou internationaux, des programmes liés aux problématiques environnementales et aux principes des conventions internationales issues de la Conférence des nations unies pour l’environnement et le développement. Les secteurs prioritaires d’activités sont la Convention de lutte contre la désertification, la convention sur la diversité biologique, le protocole de biosécurité, le renforcement de la participation des acteurs de la société civile, en particulier les femmes et les jeunes, dans les processus de décision.

AREA-ED

30, chemin Mokrane Aoues

El Mouradia, Alger, Algérie

Téléphone et fax : +213 (0)21 69 85 80

Courriel : area@wissal.dz

Participant.es à la rédaction

Nadia Aissaoui, Alliance pour un Monde Responsable et Solidaire (Algérie/France) – Fouzia Baba Aïssa, New ways (Algérie) – Caroline Brac de la Perrière, New Ways (Algérie/France) – Christine Buttin, New Ways (France) – Doria Chérifati, Université d’Alger (Algérie) – Marta Giral, New Ways (France/Espagne) – Nasrine Gross (Afghanistan/ USA) – Pinar Ilkcaracan, WWHR (Women for Women's Human Rights) et New Ways (Turquie) – Yevgeniya

Kozyreva, Ligue Féministe (Russie) – Rosa Lavecchia (Argentine) – Kalyani Undp Menon Sen (Inde) – Karin Ronge, WWHR et New Ways (Allemagne/Turquie) – Lilia Santiago Quindoza, University of the Philippines (Philippines) – Marie Louise Sibazuri, dramaturge (Burundi/Belgique) – Nawal Yaziji, Syria Women League (Syrie) – Cecilia Lipszyc, Universidad of Buenos Aires, ADEUM (Argentine) – Marlène Tuininga, Fondation pour le Progrès de l'Homme (France).

Participant-e-s au Forum électronique

Christine Molle (France), Cécile Sabourin (Canada), Claudine Drion (Belgique), Edith Sizoo (Hollande), Janaina Mattos (Brésil), Malika Bounfour (Algérie), Sangita Prasad (Inde), Khadidja Benadieu (Canada), Nahhed Uzma (Inde), René Grenier (France), Marion Lary (France), Louise Yanga (Cameroun), Anna Maria Vidal (Espagne), Shelley Anderson (IFOR, Pays Bas), Julia Kharashvili (Géorgie), Kanta Devi (Bangladesh), Anny Poursinoff (France).

Pour la seconde partie

Ce texte est la synthèse des travaux du Chantier "Femmes et économie", auquel ont participé plus de 50 personnes à travers des échanges sur un forum électronique (women@socioeco.org) et deux rencontres, l'une à Paris du 9 au 11 octobre 2000 et l'autre à La Havane du 9 au 11 avril 2001. Il a été rédigé par Cécile Sabourin, avec la collaboration de Josée Belleau.

Site : <http://women.socioeco.org>

Co-animatrices du Chantier

Josée Belleau, Cécile Sabourin.

Participant-e-s au séminaire de Paris

Rabia Abdelkrim-Chikh, Sénégal ; Maria Teresa Battaglino, Italie ; Josée Belleau, Canada ; Annie Berger, France ; Emanuela Buscemi, Italie ; Halimatou Diallo, Burkina Faso ; Dominique Foufelle, France ; Laurent Fraisse, France ; Madeleine Hersent, France ; Maria Rosa Lotti, Italie ; Marie-Hélène Mottin-Sylla, Sénégal ; Joelle Palmieri, France ; Sandra Quintela, Brésil ; Cécile Sabourin, Canada ; Catherine Souissi, France ; Pierrette Soumbou, France ; Marlène Tuininga, France.

Participante-s au séminaire de La Havane

Guadalupe Abdo Infante, Mexique ; Maritza Alva, Pérou ; Angelica Alvarez, Chili ; Josée Belleau, Canada ; Nalu Faria, Brésil ; Tania Garcia, Cuba ; Ana Cecilia Hernandez, El Salvador ; Nora Hernandez, El Salvador ; Zenaida Joachin, El Salvador ; José Hipolito dos Santos, Portugal ; Yanira Kuper Herrera, Cuba ; Lizavetta Marbelí Lanuza, Nicaragua ; Blanca Munster, Cuba ; Rosa Maria Mejivar, El Salvador ; Vilanece Oliveira da Silva, Brésil ; Sandra Quintela, Brésil ; Herminia Rodriguez, Cuba ; Cécile Sabourin, Canada ; Maria Ulloa, Colombie.

Forum électronique (Participant-e-s qui ont contribué à la discussion)

Baye Gueye Diop, Louise Yanga, Oumou Lam, Jacqueline Dianbangouayila, Rabia Abdelkrim-Chikh, Danielle Fournier, Laurent Fraisse, Mariateresa Battaglino, Madeleine Hersent, Patricia E. Perkins, José Hipolito dos Santos ; des textes de Joëlle Palmieri et Dominique Foufelle affichés sur le site internet des Pénélopes qui présentent des entrevues avec Pierrette Soumbou et Sandra Quintela.

L'Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire

Agir collectivement pour contribuer à des transformations répondant aux défis du XXI^{ème} siècle.

Depuis la fin des années 1980, de nombreuses initiatives dans différentes régions du monde, issues des milieux les plus variés, contribuent à la mise en mouvement de divers acteurs sociaux afin d'organiser un vaste processus mondial, susceptible de participer à la recherche de valeurs, de propositions et de règles pour surmonter les nouveaux défis auxquels fait face l'humanité.

Au début des années 90, de nombreuses rencontres continentales, thématiques et collégiales sont organisées. Ce processus aboutit en 1993 à la rédaction de la *Plate-forme pour un monde responsable et solidaire*.

Des groupes régionaux se mettent en place, des réseaux professionnels et thématiques internationaux sur les grandes questions de notre temps se développent, l'Alliance est lancée. Elle reçoit, entre autres, l'appui financier et technique de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

Il s'agit d'inventer de nouvelles formes d'action collective, allant de l'échelle locale jusqu'au niveau mondial, afin de peser ensemble sur l'avenir d'un monde de plus en plus complexe et interdépendant.

Le défi de l'Alliance est de favoriser l'unité dans la diversité, en proclamant la capacité de nos sociétés à comprendre et valoriser la complexité des situations, l'interdépendance des problèmes, la diversité et la légitimité des points de vue géoculturels, sociaux et professionnels.

L'Alliance, espace d'échanges, de réflexions et de propositions, se structure autour de 3 axes principaux d'organisation :

Les groupes locaux visent à réunir des personnes d'une commune, d'une région, d'un pays, d'un continent, à partir des réalités et des enjeux de leur société. C'est la **voie géo-culturelle**. Elle reflète la diversité des lieux et des cultures.

Les groupes d'acteurs socio-professionnels veulent susciter le dialogue et la mobilisation dans une profession, un milieu donné (jeunes, paysans, scientifiques, élus locaux ...). C'est la **voie collégiale**. Elle reflète la diversité des milieux sociaux et professionnels, leurs préoccupations et responsabilités face à la société et aux défis du monde actuel.

Les chantiers thématiques cherchent à former des groupes de réflexion sur les grandes questions qui concernent notre avenir commun (gestion durable de l'eau, intégration régionale et mondialisation, marchés financiers, art et société...). C'est la **voie thématique**. Elle reflète la diversité des défis auxquels l'Humanité est confrontée pour le XXI^{ème} siècle. Les chantiers thématiques

sont regroupés en quatre pôles : Valeurs et Culture, Economie et Société, Gouvernance et Citoyenneté, Humanité et Biosphère.

Cherchant à tirer parti de la richesse et des expériences accumulées par ces groupes de réflexion tout en s'articulant à des dynamiques citoyennes convergentes, l'Alliance s'est donnée comme objectif d'aboutir à des propositions concrètes, collectivement élaborées. C'est ainsi qu'ont été organisées :

- **des rencontres internationales**, au sein de chaque chantier thématique et de chaque collègue,
- **des Assemblées continentales simultanées** (Afrique, Amériques, Asie, Europe) et une rencontre régionale dans le monde arabe (au Liban) en juin 2001.
- une **Assemblée mondiale de Citoyens** qui s'est tenue en décembre 2001 à Lille- France, réunissant plus de 400 participants du monde entier.

L'ensemble de ces rencontres ont permis l'élaboration d'une soixantaine de *cahiers de propositions pour le XXIème siècle* et d'une *Charte des responsabilités humaines*, édités en plusieurs langues et dans différents pays.

Depuis le début de l'année 2002, l'Alliance s'engage dans un processus de diffusion et de valorisation de ces résultats. Les réseaux s'élargissent, se diversifient et leurs thèmes de travail deviennent de plus en plus transversaux. Par ailleurs, ils renforcent des liens avec les autres démarches visant à une autre mondialisation.

Pour plus d'informations, nous vous invitons à consulter **le site de l'Alliance** www.alliance21.org qui présente en trois langues (français, anglais et espagnol) l'histoire de l'Alliance, les défis auxquels elle répond, les chantiers et les forums de discussion qu'elle accueille.

Courriel : info@alliance21.org

Les cahiers de propositions sur internet

Tous les cahiers de propositions, qu'ils soient sous forme provisoire ou définitives, et dans toutes leurs traductions, sont disponibles sur le site internet de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, à l'adresse :

<http://www.alliance21.org/fr/proposals>

Thèmes disponibles :

Valeurs, éducation, cultures, art et science

Education et enseignants - L'éducation à une citoyenneté active et responsable - L'Alliance et les médias - L'Art et l'Identité Culturelle dans la construction d'un monde solidaire - Femmes - Actions et propositions de jeunes pour un changement social - Une diversité culturelle interculturelle à l'ère de la globalisation - Propositions du collège interreligieux - Guerres, génocides, ...face aux situations extrêmes, restaurer l'humanité dans l'humain - Penser la réforme de l'Université - Maîtrise sociale du système de production scientifique - Société de l'information, société de la connaissance : la nécessaire maîtrise sociale d'une mutation - Temps et développement soutenable

Economie et société

Les transformations du monde du travail - Le mouvement syndical à l'aube du 21ème siècle - Exclusion et précarité - Entreprises et solidarité - L'exercice des responsabilités de l'entreprise - L'entreprise responsable - Production, technologie et investissement - Consommation éthique - Politique fiscale, impôt, répartition du revenu national et sécurité sociale - Finance solidaire - Sortir du dédale de la financiarisation : pour une finance au service du Bien Commun - La monnaie sociale : levier du nouveau paradigme économique - Dette et ajustement - Commerce équitable - De l'échec de l'OMC à Seattle ... aux conditions d'une gouvernance globale - Souveraineté alimentaire et négociations commerciales internationales - Le développement intégralement durable, une alternative à la globalisation néo-libérale - Politiques économiques, idéologie et dimension géo-culturelle - Femmes et économie - Economie solidaire - La santé et ses enjeux au 21ème siècle - Les défis de la pêche artisanale au 21ème siècle - L'agriculture et le développement durable - Le droit des peuples à se nourrir et à réaliser leur souveraineté alimentaire - Sécurité Alimentaire

Gouvernance et citoyenneté

Les principes de la gouvernance au 21ème siècle - Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage - Penser la ville de demain : la parole des habitants - Violences urbaines - Les paysans face aux défis du 21ème siècle - Les leaders sociaux au 21ème siècle : défis et propositions - Autorités locales ou animation locale - Etat et développement - Alimentation, nutrition et politiques publiques - De la conversion des industries d'armement à la recherche de la sécurité - Les militaires et la construction de la paix - Refonder la gouvernance mondiale pour répondre aux défis du 21ème siècle

Relations entre l'humanité et la biosphère

Education à l'environnement : 6 propositions pour agir en citoyens -
Propositions relatives à la question de l'eau - Sauver nos Sols pour
Sauvegarder nos Sociétés - Forêts du Monde - Efficacité énergétique - Ecologie
industrielle : programme pour l'évolution à long terme du système industriel -
Société civile et OGM : quelles stratégies internationales ? - Refuser la
privatisation du vivant et proposer des alternatives

Les éditeurs partenaires

Edition en espagnol au Pérou : Centro Bartolomé de las Casas (Cusco)

Renaud BUREAU du COLOMBIER et Camilo TORRES
E-mail: ccamp@apu.cbc.org.pe

Centro Bartolomé de las Casas
Pampa de la Alianza 465
Cusco - Pérou

Tel +51 84 236494
+51 84 232544
Fax +51 84 238255

Edition en portugais au Brésil : Instituto Pólis (São Paulo)

Hamilton FARIA
E-mail: hfarria@polis.org.br
<http://www.polis.org.br>

Instituto Pólis
Rua Araújo, 124 - Centro
São Paulo - Sp - Brésil
CEP 01220-020

Tel: + 55 11 3258-6121
Fax: +55 11 3258-3260

Edition en arabe au Liban : Centre Culturel du Liban Sud (Beyrouth)

Ziad MAJED
E-mail: zmajed@hotmail.com

Tel: + 961 1 815 519
Fax: + 961 1 703 630

**Edition en anglais en Inde :
Pipal Tree (Bangalore)**

E-mail: pipaltree@vsnl.com
<http://www.allasiapac.org>

Pipal Tree
139/7 Domlur Layout,
Bangalore 560071 - India

Tel : +91 80 556 44 36
Fax : +91 80 555 10 86

**Edition en chinois :
Yanjing group (Beijing)**

GE Oliver (Haibin)
E-mail: ollie@mail.263.net.cn

Room 521, Goldenland Bldg.
#32 Liangmahe Road, Chaoyang District
Beijing, P.R. China
Postal Code 100016

Fax: +86 10 64643417